

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PROSPECTIVE ET DE
LA PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT, CHARGE DE
LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS ET
PRIVES**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN DECEMBRE2018**

Février 2019

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement, Chargé de la Promotion des Investissements Publics et Privés

M. Jean-Marie OGANDAGA

Ministre délégué

M. Hilaire MACHIMA

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT, ép. NGUEMA

Contact :


Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville


B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette quatrième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2018.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF.....	7
PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCONOMIE MONDIALE À FIN DECEMBRE 2018	9
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS	9
I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT	10
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN DECEMBRE 2018	12
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES	12
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Décembre 2018.....	12
II.2 LES HYDROCARBURES	13
II.2.1 Le pétrole	13
II.2.2 Le gaz naturel commercialisé.....	13
II.3 LE MANGANESE	14
II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	15
II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE.....	15
II.5.1 Le caoutchouc naturel.....	15
II.5.2 L'huile de palme brute.....	16
II.5.3 L'élevage bovin.....	16
II.5.4 Le café et le cacao.....	17
II.6 LES AGRO-INDUSTRIES	18
II.6.1 La minoterie et l'aviculture.....	18
II.6.2 Le sucre	18
II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées	19
II.6.4 L'eau minérale.....	20
II.6.5 L'huile raffinée et les corps gras.....	20
II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS	21
II.7.1 Les unités de sciage	21
II.7.2 Les unités de déroulage.....	22
II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	23
II.8.1 La chimie.....	23
II.8.2 Les matériaux de construction.....	24
II.8.3. La seconde transformation des métaux.....	25
II.8.4 L'industrie minière	25
II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE	26
II.9.1 L'électricité	26
II.9.2 L'eau.....	27
II.10 LE RAFFINAGE.....	28

II.11 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	29
II.11.1 Le transport aérien	29
II.11.2 Le transport ferroviaire.....	29
II.11.3 Le transport maritime	30
II.12 LES TELECOMMUNICATIONS	31
II.13 LE COMMERCE.....	32
II.13.1 Le commerce général structuré	32
II.13.2 Le commerce des véhicules neufs.....	32
II.13.3 Le commerce des produits pétroliers	32
II.13.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	33
II.14 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	33
II.15 LES AUTRES SERVICES	34
II.15.1 Les services rendus aux entreprises.....	34
II.15.2 Les services rendus aux particuliers.....	34
II.15.3 Les services de réparation mécanique.....	35
II.15.4 Les services immobiliers	35
II.16. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION	35
II.17. LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE.....	36
II.17.1 L'analyse bilancielle.....	36
II.17.2 Les opérations avec la clientèle	36
II.17.2.1 Les ressources collectées	36
II.17.2.2 Les crédits distribués	37
II.18 LA SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS.....	38
II.18.1 La configuration du secteur	38
II.18.2 La clientèle des EMF.....	39
II.18.3 Les capitaux propres et intermédiation financière	40
II.19 LE SECTEUR DES ASSURANCES	41
II.19.1 La Branche Non Vie.....	41
II.19.2 La Branche Vie et Capitalisation.....	41
II.19.3 La Répartition des parts de marché par compagnie.....	41
II.19.4 Les Commissions versées aux courtiers	42
II.19.5 Les sinistres réglés.....	42
II.19.6 La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-RE).....	42
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU TROISIEME TRIMESTRE 2018	43
III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION.....	43
III.2. L'EMPLOI PUBLIC	45
III.2.1 La variation des effectifs par département	45

III.3. LES SALAIRES.....	46
III.3.1 La solde permanente par Administration	46
III.3.2 La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente.....	47
III.4. LE COMMERCE EXTERIEUR	47
III.4.2. L'évolution des importations en valeur	49
III.4.3. Le partenariat économique.....	50
III.4.3.1 Les principaux clients.....	51
III.4.3.2. Les principaux fournisseurs	52
III.5. LE BUDGET DE L'ETAT.....	54
III.5.1. Les soldes budgétaires	54
III.5.2. L'exécution des recettes	55
III.5.2.1 Les recettes pétrolières	55
III.5.2.2 Les recettes hors pétrole.....	56
III.5.3. Les dépenses budgétaires	56
III.5.3.1 Les dépenses de fonctionnement	56
III.5.3.2 La charge de la dette	57
III.5.3.3 Les dépenses d'investissement	57
III.5.3.4 Les autres dépenses	57
III.6. LA DETTE DE L'ETAT.....	58
III.6.1 Le règlement de la dette	58
III.6.2 L'évolution des tirages sur financements	59
III.6.3 Le stock de la dette publique	60
III.7 LA SITUATION MONETAIRE	61
III.7.1. Les Principaux Agrégats Monétaires.....	61
III.7.1.1-La masse monétaire (M2)	61
III.7.1.2- Les ressources extra-monétaires	61
III.7.2. Les Contreparties de la Masse Monétaire.....	61
III.7.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N).....	61
III.7.2.2- Le crédit intérieur	62
III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE.....	63
III.8.1- La Politique des Taux d'intérêt.....	63
CONCLUSION	64
ANNEXE.....	65

RESUME EXECUTIF

Au terme de l'année 2018, l'évolution de l'activité économique mondiale s'est caractérisée par un ralentissement de la croissance qui reste néanmoins robuste à 3,7% contre 3,8% en 2017. Cette performance est également en recul par rapport aux anticipations initiales, en lien avec le recours aux mesures protectionnistes, le durcissement des conditions financières dans certains pays émergents et en développement et la remontée des prix des matières premières, notamment le pétrole.

Sur le plan interne, l'économie nationale a amorcé une tendance vers le retour à la consolidation de l'activité, au regard des résultats observés dans de nombreuses branches, notamment dans les secteurs secondaire et tertiaire, malgré la légère contreperformance du primaire liée à la baisse de la production pétrolière.

En effet, comparativement à décembre 2017, on enregistre globalement un repli du **secteur primaire** résultant de la baisse de 7,9% de la production de pétrole brut qui se solde à 9,670 millions de tonnes, contre 10,503 millions de tonnes en 2017. En revanche, on observe la progression des résultats de l'exploitation de manganèse (+6,8%), de l'exploitation forestière (+11%) et de la production d'huile de palme brute (+65,8%).

Le **secteur secondaire** a été le principal moteur de l'activité globale, tiré principalement par la bonne tenue des industries agro-alimentaires, de la transformation de manganèse (+78,8%), des industries du bois (+13,7%) et de la production de ciment (+42,7%). On note néanmoins une nouvelle contreperformance des BTP, dont le chiffre d'affaires baisse fortement de près de 40%.

Le **secteur tertiaire** a enregistré une hausse de 1,3% tirée par une remontée des autres services et des services bancaires. On note une progression de 10,8% du total agrégé des bilans des banques à 2 433,8 milliards de FCFA contre 2 196,2 milliards un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement liée à la hausse des dépôts de la clientèle (+11,5% à 2 071,9 milliards de FCFA à la fin de l'année 2018) et à une hausse des capitaux permanents (+12%). Par contre, on note une nouvelle hausse du niveau des créances en souffrance 39% à 289,8 milliards de FCFA à fin décembre 2018. Le chiffre d'affaires consolidé des assurances s'est rétracté de 6,22% pour s'établir à 69,96 milliards de FCFA à fin décembre 2018 par rapport à la même période en 2017.

L'analyse des agrégats macroéconomiques fait ressortir une hausse des prix mesurés par l'indice des prix à la consommation. En effet, le taux d'inflation en moyenne annuelle a enregistré une hausse de 4,8% au terme de l'année 2018 contre 2,7% en 2017. La quasi-totalité des postes de dépenses évolue à la hausse. Les progressions les plus importantes concernent le transport, le logement, les produits alimentaires (notamment les tubercules) et l'enseignement.

Au cours de l'année 2018, le commerce extérieur a de nouveau affiché un solde excédentaire. Il est en amélioration de 50,3% par rapport à fin décembre 2017. Ce solde a atteint 1 807 milliards de FCFA contre 1 202 milliards en 2017. Cette évolution s'explique par la forte hausse des exportations en valeur (+19,4%), expliquée notamment par la hausse de 23,5% du pétrole brut (tirée par la hausse des prix) et de la bonne orientation (+5,6%) des ventes des industries du hors pétrole. En revanche, les importations s'inscrivent en baisse de 8,3% en 2018.

En matière d'emploi public, les effectifs ont enregistré une nouvelle baisse (-2,8%) à et de la masse salariale (-4,3%) par rapport à 2017. Ce repli résulte un repli 1,2% des dépenses de personnel (traitements et salaires) à 701,1 milliards contre 732,8 milliards en 2017, qui résulte de la baisse conjuguée de la Solde Permanente (-1,2%) et de la Main d'œuvre Non Permanente (-

10,8%). Cette tendance traduit les effets positifs des réformes en cours, initiées par le Gouvernement dans ce domaine.

S'agissant des finances publiques, à fin décembre 2018, l'exécution du budget fait ressortir une hausse substantielle de l'excédent du solde primaire et une nette amélioration du déficit public de 99 milliards de Fcfa comparativement à 2017.

La hausse du solde primaire résulte d'une consolidation plus importante des recettes budgétaires (4,6%) par rapport à la progression des dépenses primaires (+1,1%), en lien avec la reprise de l'investissement public.

La maîtrise du déficit public est consécutive non seulement aux efforts d'amélioration des recettes et d'ajustement des dépenses courantes, mais aussi de la volonté de réduire les instances du trésor conformément aux objectifs du programme économique.

Quant à la dette publique, le règlement total cumulé de la dette publique s'est établi à 662,8 milliards de Fcfa en 2018, en baisse de 19,8% par rapport à 2017. Les efforts de règlement ont été plus importants sur la dette extérieure (51,9%) contre 48,1% sur la dette intérieure. S'agissant des tirages, l'Etat gabonais a bénéficié des décaissements sur emprunts extérieurs et intérieurs d'un montant total de 606,1 milliards de FCFA en 2018, mais en baisse de 37,9% par rapport à 2017. Par conséquent, le stock de la dette public s'est établi à 5259,7 milliards de FCFA en 2018, en hausse de 9,4% par rapport à 2017. Le taux d'endettement est estimé à 55,7% contre 55,5% en 2017.

La situation monétaire large à 2018 est caractérisée par une hausse de la masse monétaire (+15,3%), consécutive à la consolidation des avoirs extérieurs nets (+9,4%) et du crédit intérieur net (+15,4%).

En effet, la masse monétaire augmente à 2311,9 milliards de FCFA, corrélativement à la consolidation des avoirs extérieurs nets (+9,4%) et du crédit intérieur net (+15,4%). L'analyse de ses composantes révèle une hausse concomitante des dépôts collectés (+14,9% à 1924,4 milliards de FCFA) et de la circulation fiduciaire (+17,8% à 387,5 milliards de FCFA). La quasi-monnaie progresse de 12,8% à 785,7 milliards de FCFA à fin décembre 2018, traduisant une reconstitution de l'épargne des agents économiques, notamment les entreprises du secteur privé.

PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCONOMIE MONDIALE À FIN DECEMBRE 2018

L'économie mondiale a poursuivi son expansion en 2018, en raison de la bonne tenue de l'économie américaine, du dynamisme de l'activité en Inde, malgré une baisse de régime de l'économie chinoise et un ralentissement des pays de la zone euro.

Cependant, plusieurs facteurs ont pesé sur l'activité économique mondiale au cours de cette période. D'abord, une croissance moins rapide du commerce mondial des biens et services dans un contexte de guerre commerciale internationale. Ensuite, un resserrement des conditions financières et une augmentation des risques souverains qui a pénalisé la demande au niveau mondial.

D'autres facteurs liés notamment, aux difficultés industrielles dans plusieurs pays avancés, à l'incertitude du Brexit et à la volatilité des cours du pétrole ont aussi contribué à une expansion moins rapide de l'économie mondiale.

Ainsi, la croissance mondiale s'est établie à 3,7% en 2018 contre 3,8% en 2017.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS

Dans les **pays avancés**, les résultats économiques montrent une activité certes robuste mais inférieure aux prévisions et caractérisée par une demande interne en baisse dans certains pays et des capacités de production insuffisantes dans d'autres. L'économie américaine, en dépit d'un contexte de guerre commerciale avec la Chine, est parvenue à maintenir un rythme de croissance soutenue. Ainsi, la croissance annuelle des pays avancés s'est située à 2,3% à fin 2018.

Aux **Etats-Unis**, l'économie est demeurée bien orientée en lien avec les baisses massives d'impôts et les différentes régulations opérées. Ainsi, en rythme annuel, le PIB américain a progressé de 2,6% au quatrième trimestre, grâce notamment à une demande interne solide pendant la période des fêtes de fin d'année. Les dépenses de consommation ont progressé de 3,8% et représentent plus des deux tiers du PIB. Le taux de croissance annuel s'est établi à 2,9%, soit l'une des meilleures performances depuis dix ans et le taux de chômage est estimé à 4% de la population active, tandis que l'inflation reste stable.

L'économie **japonaise** a rebondi au quatrième trimestre grâce à l'investissement des entreprises et à la consommation, malgré un ralentissement des exportations. Les estimations indiquent une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1,4% en rythme annualisé sur la période octobre-décembre après la chute de 2,5% enregistrée au troisième trimestre, la plus forte depuis plus de quatre ans. Dès lors, la croissance a été de 0,9% en rythme annuel en 2018.

Dans la **Zone Euro** au quatrième trimestre 2018, le produit intérieur brut (PIB) en volume a progressé au même rythme qu'au troisième trimestre : +0,3 %. En moyenne sur l'année, l'activité ralentit en 2018 : +1,5 % après +2,3 % en 2017.

En **Allemagne**, l'économie a progressé 0,9% au quatrième trimestre après une contraction de 0,2% sur le trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année, la croissance économique a ralenti à 1,5 % en 2018, contre 2,5% en 2017, résultats imputables à un renforcement des normes antipollution (qui ont freiné les ventes d'automobiles) et une importante sécheresse qui a touché de nombreux cours d'eau (le transport de marchandises), dont le Rhin qui est un axe important du transport fluvial.

En **France**, au quatrième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) en volume a progressé au même rythme qu'au troisième trimestre (+0,3 %). En moyenne sur l'année, l'activité a ralenti en 2018 (+1,5 % après +2,3 % en 2017) suite au regain d'inflation lié à la hausse du prix du baril de pétrole qui a eu un impact négatif sur le pouvoir d'achat des ménages. Les dépenses de consommation des ménages ont ainsi ralenti (0,0 % après +0,4 %), de même que la formation brute de capital fixe (FBCF : +0,2 % après +1,0 %). Au total, la demande intérieure finale hors stocks a décéléré, contribuant à la croissance du PIB à hauteur de +0,1 point après +0,5 point le trimestre précédent. Les importations ont rebondi au quatrième trimestre 2018 (+1,6 % après -0,7 %) et les exportations se sont nettement améliorées (+2,4 % après +0,2 %). Le solde extérieur a contribué de nouveau positivement à la croissance du PIB +0,2 point, après +0,3 point au troisième trimestre.

Au **Royaume-Uni**, l'incertitude d'un accord de sortie avec l'Union Européenne a pénalisé l'investissement des entreprises. De même, la hausse des taux directeurs a entraîné un renchérissement du coût du crédit. L'inflation s'est stabilisée autour de 2,6% en 2018. La dette publique demeure par ailleurs élevée et représente 86% du PIB. Le solde courant est resté négatif à -3,3% à fin 2018. En conséquence, la croissance de l'économie a été moins rapide à 1,4% en 2018 contre 1,8% en 2017.

I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT

Dans **les pays émergents et en développement**, la croissance économique a baissé légèrement pour se situer à 4,6% à fin 2018 contre 4,7% un an plus tôt. Ces pays ont été mis à l'épreuve par des conditions extérieures difficiles se traduisant notamment par un contexte, de tensions commerciales, de hausse de taux d'intérêt américains, d'appréciation du dollar, de sortie de capitaux et de volatilité des cours du pétrole.

La croissance de **l'économie chinoise** a ralenti au quatrième trimestre 2018. Elle a été affectée par la faiblesse de la demande intérieure et la guerre commerciale avec les Etats-Unis. Ainsi, la croissance du produit intérieur brut (PIB) chinois s'est établie à 6,4% au quatrième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2018, la croissance de la chine s'est établie à 6,6%, soit son rythme de progression le plus faible depuis 1990, après 6,8% en 2017. L'expansion économique des pays émergents d'Asie est estimée à 6,5% à fin 2018.

Dans un contexte favorable caractérisé par l'afflux des investissements étrangers et le succès des réformes macroéconomiques, l'économie **indienne** a enregistré une accélération qui s'est soldée par un taux de croissance de 7,3% en 2018 contre 6,7% l'année précédente. Néanmoins, une hausse excessive des cours du pétrole dont le pays est importateur net pourrait freiner cette dynamique.

En **Russie** l'expansion économique s'est consolidée en 2018 avec un taux de croissance en hausse de 1,7% contre 1,5% en 2017. Cette évolution confirme la fin de la récession économique en Russie. L'amélioration des cours du pétrole a été un facteur déterminant à cette reprise et a permis une augmentation de la demande interne. Toutefois, du fait d'une forte dépendance de l'économie au pétrole, à terme, la croissance pourrait à nouveau baisser du fait du recul des cours et de la poursuite des sanctions internationales.

En Amérique latine, le redressement économique en cours s'est poursuivi et a abouti à une croissance de 1,1% en 2018 après 1,3% en 2017. Ce repli est en rapport avec la crise au Venezuela. Dans les autres pays, l'économie **brésilienne** sous l'impulsion de la consommation et

de l'investissement a poursuivi son redécollage et la croissance annuelle s'est élevée à 1,3% après 1,1% un an plus tôt. Toutefois, en dépit de l'embellie économique, le taux de chômage est toujours élevé et touche 11,6% de la population active au Brésil. Par contre l'inflation est restée sous contrôle à 2,6%. Suivant la même tendance, le **Mexique** a profité de ce contexte de reprise et a enregistré une croissance identique à celle de l'année précédente soit 2,1%.

Dans la région **Moyen Orient-Afrique du Nord (MENA)** la croissance s'est située à 2,4%, portée notamment par la hausse des cours du pétrole, l'impact des réformes et des efforts de stabilisation entrepris dans certains pays. Cependant celle-ci a été insuffisante pour créer plus d'emplois pour les jeunes. L'Arabie saoudite a enregistré une expansion économique estimée à 2,3% à fin 2018 contre -0,9% en 2017.

En Afrique subsaharienne, la reprise économique a continué de s'affermir. La croissance s'est stabilisée en 2018 à 2,9% du PIB identique à celle enregistrée en 2017. Toutefois, à terme, les perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne sont influencées par le contexte économique mondial de moins en moins favorable, caractérisée par les conflits commerciaux et la montée du protectionnisme.

Par ailleurs, le niveau élevé des dettes souveraines réduit les marges de manœuvre dans les politiques publiques. Le relâchement des réformes structurelles, compte tenu de la hausse des cours du pétrole et des métaux, dans beaucoup de pays riche en produits de base, constitue un risque.

Le **Nigéria** et **L'Afrique du Sud**, les deux plus grandes économies de la zone ont enregistré respectivement 1,9% et 0,8%, de croissance en 2018.

D'après les estimations effectuées par les services de la BEAC, la croissance économique de la **CEMAC** a été de 1,5 % en 2018, contre 0,2 % en 2017, sous l'effet d'une progression sensible des activités du secteur pétrolier, conjuguée avec un maintien du rythme des activités dans le secteur non pétrolier. En conséquence, la croissance du secteur pétrolier a retrouvé des valeurs positives pour s'établir à 2 % en 2018, contre -3,7 % en 2017, tandis que celle du secteur non pétrolier est ressortie à 1,4 %, contre 1,3 en 2017.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN DECEMBRE 2018

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Décembre 2018

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Hydrocarbures	
<i>Pétrole</i>	↓
<i>Gaz naturel commercialisé</i>	↑
Manganèse	↑
Exploitation forestière	↑
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↓
<i>Huile de palme brute</i>	↑
<i>Culture de cacao et café</i>	±
<i>Elevage</i>	↓
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production meunière et avicole</i>	↑
<i>Production sucrière</i>	↑
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↑
<i>Eau minérale</i>	↑
<i>Huiles et corps gras</i>	↑
Industries du bois	
<i>Unités de sciages</i>	↑
<i>Unités de placage</i>	↑
<i>Unités de fabrication de contreplaqué</i>	↓
Autres industries	
<i>Chimie</i>	↓
<i>Matériaux de construction</i>	↑
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↓
<i>Industrie minière</i>	↑
Raffinage	↓
BTP	↓
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	↓
Télécommunications	↑
Commerce	↓
Services	↑
Hôtellerie et restauration	↓

II.2 LES HYDROCARBURES

II.2.1 Le pétrole

En 2018, la production nationale de pétrole brut s'est établie à 9,646 millions de tonnes (70,4 millions de barils), soit un repli de 8,2% par rapport à 2017. Cette baisse est consécutive au déclin naturel des champs matures, au maintien du quota de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP) à 9 000 barils/jour pour réduire l'offre mondiale de pétrole et aux arrêts planifiés et non planifiés pour travaux de maintenance par certains opérateurs. On note néanmoins une tendance à la hausse du volume de production sur les deux derniers trimestres de l'année, soit 18 975 milles barils au quatrième trimestre contre 17 520 milles barils au troisième.

Parallèlement, cette contraction de la production globale nationale a induit une baisse des exportations de 7,8%, à 8,71 millions de tonnes. L'Asie, avec plus de 80,9% de parts, reste la principale destination du brut gabonais, suivie de l'Europe et de l'Amérique latine & des Caraïbes.

Dans un contexte de fermeté des cours en 2018, le prix moyen du Brent s'est situé à 70,8 dollars le baril, en amélioration de 30,4% par rapport à 2017. De même, le prix moyen des bruts gabonais s'est apprécié de 32,1% à 69,42 dollars le baril.

En revanche, le cours moyen du dollar par rapport au franc CFA s'est déprécié de 4,5% en 2018 pour s'établir à 555,73 FCFA pour 1 dollar contre 582,07 FCFA en 2017.

Evolution de l'activité pétrolière

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Production (en milliers de barils)	17 308	16 614	17 520	18 975	76 674	70 417	-8,2%
Production (en millions de tonnes)	2,37	2,276	2,400	2,599	10,503	9,646	-8,2%
Exportations (en millions de tonnes)	2,39	2,135	2,068	2,113	9,443	8,706	-7,8%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	65,90	74,35	74,27	67,76	54,27	70,79	30,4%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	65,04	72,45	73,28	66,44	52,54	69,42	32,1%
Taux de change (\$US/FCFA)	531,75	550,49	564,01	574,84	582,07	555,73	-4,5%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH).

II.2.2 Le gaz naturel commercialisé

La production de gaz naturel commercialisé a progressé de 4,1% à 511,4 millions de m³ à fin décembre 2018. Cette hausse est consécutive aux bonnes performances du leader Perenco qui a accru sa production de 5% à 486,7 millions de m³. En revanche, le prix de vente moyen s'est déprécié de 9,7% pour se situer à 0,110 dollar le m³.

Evolution de l'activité gazière

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	18/17
Production commercialisée (milliers de m ³)	147 348	125 263	126 934	111 848	491 159	511 393	4,1%
Prix de vente moyen national (USD/m ³)	0,1067	0,1060	0,1105	0,1180	0,1221	0,1103	-9,7%

Source : DGH

II.3 LE MANGANESE

La production mondiale d'acier au carbone, principal débouché du manganèse, a atteint un nouveau record historique en 2018 à 1 802 Mt, en hausse de 4,4% par rapport à 2017. Cette croissance a été soutenue non seulement par la demande en Chine (+6,6%), qui représente environ 52% de la production mondiale, mais également par la demande indienne (+4,9%) et de l'Amérique du Nord (+4,1%). La demande chinoise a été tirée par de nouvelles réglementations favorisant les nuances d'acier de meilleure qualité qui nécessitent davantage de manganèse.

Dans ce contexte favorable, la production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse a atteint 5,3 millions de tonnes en 2018 en progression de 6,8%, en raison des bonnes performances de Comilog (nouveau record de production de minerai à 4,2 Mt en 2018) et de la montée en puissance de Gabon Mining qui a accru sa production de plus de 30%. Il faut noter que le transport de la production vers les ports minéraliers a été ralenti par sept déraillements sur l'année dont deux concernant des trains Comilog.

Les difficultés d'évacuation expliquent la faible progression des exportations qui croissent de 2,8%. Les ventes quant à elles ont augmenté 5%, tirées par la fermeté de la demande mondiale, notamment les achats de la Chine, l'Europe et l'Inde.

Corrélativement, le chiffre d'affaires a augmenté de 14,6% pour atteindre 789,2 milliards de FCFA en 2018 contre 688,9 milliards en 2017, aidé par des niveaux de prix très rémunérateurs. En effet, le prix moyen du minerai de manganèse CIF Chine 44% s'est maintenu à un niveau élevé à 7,1612 USD/dmtu sur l'année, en hausse de 20% par rapport à 2017.

Concernant l'emploi, les effectifs ont augmenté de 2,5% à 1 977 employés pour une masse salariale de 47,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Production	1 034 642	1 427 816	1 470 095	1 326 132	4 925 558	5 258 685	6,8%
Exportations	1 029 812	1 326 109	1 189 125	1 654 688	5 057 740	5 199 735	2,8%
Ventes	1 068 956	1 356 364	1 195 142	1 685 326	5 052 112	5 305 789	5,0%
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	151 020	211 678	193 397	233 177	688 988	789 273	14,6%
Effectifs (agents permanents)	1 891	1 940	1 996	1 977	1 929	1 977	2,5%
Masse salariale (millions FCFA)	12 293	10 271	10 366	14 260	50 285	47 190	-6,2%

Sources : Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining

II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE

L'activité de l'exploitation forestière a enregistré des résultats en forte progression à fin décembre 2018. En effet, la production de grumes s'est élevée à environ 1,9 million de m³, en hausse de 11%.

Au cours de la même période, les ventes de grumes aux industries locales ne disposant pas de permis forestiers ou d'essences appropriées ont atteint un volume de 533 392 m³, en baisse de 12% par rapport à 2017.

Évolution de l'exploitation forestière

(en m ³)	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Production	483 954	540 988	495 172	356 983	1 690 668	1 877 097	11,0%
Achats de grumes	60 025	58 902	50 322	54 076	135 625	223 324	64,7%
Ventes aux industries locales	141 094	140 571	142 225	109 502	606 411	533 392	-12,0%

Sources : Somivab, Hua Jia, Ceb, BSG, Gwi, EGG, RFM, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, CBG, Trg, Mpb, Tbnl, Seef, Geb, Sen Chuan Timber, Tali Bois, Cfa, Fdg, Fg Gsez, Bordamur, KHLL, TTIB, Sun Harvest

II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

II.5.1 Le caoutchouc naturel

En 2018, la filière de l'hévéaculture s'est caractérisée par une nouvelle contraction de son activité. En effet, la production de caoutchouc naturel en fonds de tasse a reculé de 8,8% à 23 921 tonnes, en raison du vieillissement des plantations et de la diminution du personnel affecté à la saignée des arbres. Corrélativement, le volume de caoutchouc humide transformé en granulé s'est replié de 6,9% à 13 207 tonnes.

En outre, les difficultés de la logistique pour l'évacuation de la production ont entraîné une réduction des exportations de 17,1%, occasionnant ainsi une chute de 37,4% du chiffre d'affaires à 9,4 milliards de FCFA, exacerbée par la baisse des cours mondiaux du caoutchouc naturel.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Productions							
Caoutchouc humide (en tonnes)	4 509,9	7 144,4	6 922,1	5 344,6	26 232,7	23 921,0	-8,8%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	2 816,3	3 385,7	4 110,8	2 894,7	14 191,3	13 207,5	-6,9%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	2 288,4	2 768,5	4 268,6	3 122,0	15 018,1	12 447,5	-17,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	1 783,9	2 178,5	3 223,4	2 305,0	15 151,9	9 490,7	-37,4%
Effectifs	196	196	184	180	196	180	-8,2%
Masse salariale(millions de FCFA)	375,9	378,7	424,8	289,4	1 488,2	1 468,9	-1,3%

Source : Siat Gabon

II.5.2 L'huile de palme brute

A fin décembre 2018, la branche de l'huile de palme brute a consolidé ses performances avec l'arrivée à maturité des palmiers des lots 2 et 3 des plantations de Mouila. Ainsi, l'exploitation des plantations de Kango et Mouila a permis de récolter 161 134 régimes de palme contre 120 719 une année auparavant. Dans ces conditions, la production de l'huile rouge a été de 37 117 tonnes, soit une augmentation de 39,9% sur la période sous revue.

Par ailleurs, la production d'huile palmiste issue de la trituration des noix de palme est passée de 1 718 tonnes en 2017 à 4 304 tonnes en 2018, soit un bond de 150,5%.

Evolution de l'activité de l'huile brute

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Productions (en tonnes)							
Régime de palme	35 789	37 736	39 052	48 557	120 719	161 134	33,5%
Huile rouge	8 793	8 527	8 754	11 043	26 539	37 117	39,9%
Huile palmiste	1 409	551	1 630	714	1 718	4 304	150,5%

Source : OLAM Palm Gabon

II.5.3 L'élevage bovin

A fin décembre 2018, l'exploitation du ranch SIAT Nyanga a enregistré des résultats contrastés. En effet, le cheptel s'est accru de 9,5% pour atteindre 6 387 bêtes suite à l'accélération du processus d'insémination artificielle. Cette reconstitution du cheptel résulte également de la réduction de la fréquence et du nombre de bêtes mises à l'abattage. Ainsi, la société a mis sur le marché un volume de 23 431 Kg de viande, en chute de 65,8%, induisant un chiffre d'affaires de 120 millions de FCFA.

Evolution de l'élevage bovin

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Effectif du cheptel	5 941	6 141	6 114	6 387	5 832	6 387	9,5%
Vente de viande (en kg)	3 218	3 071	8 129	9 014	68 450	23 431	-65,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	11,0	16,8	45,8	46,6	302,6	120,2	-60,3%
Effectif	17	16	15	15	17	15	-11,8%
Masse salariale	30,7	20,8	21,5	19,2	224,4	92,1	-59,0%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.5.4 Le café et le cacao

A fin décembre 2018, bien qu'elle reste embryonnaire, l'activité de la cacao-culture a été marquée par une hausse de 21,2% de la production de fève de cacao qui est passée de 94,8 tonnes en 2017 à 115 tonnes. Ce résultat s'explique essentiellement par la réhabilitation des plantations.

En revanche, les ventes locales et les exportations ont respectivement chuté de 38,7% et 40,3%, en raison de la stratégie adoptée par la Caistab à travers la constitution des stocks en attendant que les cours de cacao soient plus rémunérateurs. En conséquence, le chiffre d'affaires a reculé de 36,9% à 69,15 millions de francs CFA contre 109,6 millions lors de la campagne précédente.

Evolution de l'activité de la cacao-culture

(en tonnes)	Fin décembre		
	2016/2017	2017/2018	Var 18/17
Production	94,9	115,0	21,2%
Ventes locales	4,9	3,0	-38,7%
Exportations	100,5	60,0	-40,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	109,6	69,2	-36,9%

Source : Caistab

- **La caféiculture**

L'activité de la caféiculture qui reste très modeste a enregistré en 2017/2018 un repli de sa production de 7,2% à 20,51 tonnes. Toutefois, les ventes, essentiellement locales, ont plus que doublé (119,0%), suite à la fermeté de la demande des particuliers. Parallèlement, le chiffre d'affaires a progressé de 92,0% passant à 24 millions de francs CFA en 2018.

Evolution de l'activité de la caféiculture

	Fin décembre		
	2016/2017	2017/2018	Var 18/17
Production	22,1	20,5	-7,2%
Ventes locales	13,7	30,0	119,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	12,5	24,0	92,0%

Source : Caistab

II.6 LES AGRO-INDUSTRIES

II.6.1 La minoterie et l'aviculture

L'activité de la branche de l'industrie meunière et avicole s'est améliorée en 2018. En effet, suite au regain de la demande du marché local, la production de farine a augmenté de 9,7% à 66 445 tonnes. Il en est de même de la production des issues qui a progressé de 26,8% et de celle des œufs de 1,9%. Seule la production des aliments pour bétail a reculé de 9%. En conséquence, cette reprise d'activité a généré un chiffre d'affaires de 30,7 milliards de FCFA, en hausse de 2,5% par rapport à 2017.

Corrélativement, la société a renforcé ses effectifs de 2%, soit 146 agents en 2018 contre 143 un an auparavant, pour une masse salariale de 2,3 milliards de FCFA

Evolution de l'activité meunière et avicole

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Productions							
Farine (en tonnes)	17 057	16 995	16 516	15 877	60 560	66 445	9,7%
Issues (en tonnes)	4 643	4 710	4 454	4 135	14 147	17 942	26,8%
Aliments pour bétail (en tonnes)	6 628	6 659	6 547	6 659	29 121	26 493	-9,0%
Œufs (en milliers d'unités)	10 774	10 874	11 842	11 062	43 739	44 552	1,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7 841	7 654	7 718	7 546	30 000	30 759	2,5%
Effectifs	151	151	151	146	143	146	2,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	582	568	555	582	2 510	2 287	-8,9%

Source : Smag

II.6.2 Le sucre

Dans l'ensemble, la raffinerie de sucre a enregistré de bonnes performances au cours de l'année 2018. En effet, le volume de sucre transformé a augmenté de 5,2%, essentiellement tiré par les doses, granulé et sachets de 1 kg. Les ventes ont suivi la même tendance et se sont appréciées de 3,1% à 32 125 tonnes soutenues par un relèvement de la demande domestique (clients industriels

et ménages). Seule la production de sucre de 50 kg a reculé de 17,3% en raison des conditions climatiques difficiles.

Sur le plan commercial, la hausse des ventes a entraîné une amélioration du chiffre d'affaires de 3,2% à 19,8 milliards de Francs CFA.

L'amélioration de la masse salariale de 30% à 5,4 milliards de FCFA est liée à recours accru au personnel saisonnier, alors que les emplois permanents restent quasiment stables.

Evolution de l'activité sucrière

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Production totale (en tonnes)	0	4 587	14 977	594	24 376	20 158	-17,3%
Total du sucre transformé (en tonnes)	3 843	7 162	5 314	4 226	19 534	20 545	5,2%
Sucre (en morceaux)	1 583	3 651	3 742	2 098	11 523	11 074	-3,9%
Autres (doses, granulés et sachets 1 kg)	2 260	3 511	1 572	2 128	8 011	9 471	18,2%
Ventes (en tonnes)	7 438	8 771	8 255	7 664	31 154	32 128	3,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 565	5 398	5 114	4 728	19 185	19 805	3,2%
Effectifs	249	276	281	273	272	273	0,4%
Masse salariale	1 261	1 456	1 520	1 173	4 162	5 410	30,0%

Source : Sucaf

II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a connu un retournement de conjoncture favorable sur le dernier trimestre de l'année, favorisé par la tenue des élections locales et législatives qui ont boosté la demande locale. Ainsi, la production totale a augmenté de 3%, à plus de 2,7 millions d'hectolitres, tirée par la production des bières et des boissons gazeuses. En conséquence, le chiffre d'affaires a progressé de 6,6% pour se situer à 162,5 milliards de FCFA.

Les effectifs ont également enregistré une augmentation de 2,3% pour une masse salariale de 14,8 milliards de FCFA soit 7,1% de plus que l'année précédente.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Productions (en hectolitres)	665 611	652 960	705 526	712 145	2 656 571	2 736 242	3,0%
Bières	410 561	384 339	447 526	434 830	1 606 359	1 677 255	4,4%
Boissons gazeuses	232 757	253 439	227 687	259 317	961 024	973 200	1,3%
Vins	11 685	6 942	14 348	9 792	44 713	42 767	-4,4%
Divers	10 607	8 239	15 966	8 207	44 474	43 019	-3,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	38 412	39 346	42 106	42 638	152 473	162 503	6,6%
Effectifs	1 027	1 023	1 045	1 043	1 020	1 043	2,3%
Masse salariale	3 543	3 559	3 501	4 228	13 851	14 832	7,1%

Source : Sobraga

II.6.4 L'eau minérale

La production de l'eau minérale a connu une nouvelle augmentation de 16,1% en 2018 pour un volume de 1 068 597 hectolitres. Cette performance a été réalisée grâce au dynamisme de la Sobraga qui a augmenté de 50% le volume de production de sa gamme Akewa. Par ailleurs, la demande intérieure est de plus en plus importante compte tenu des difficultés d'accès à l'eau potable éprouvées par les ménages certains ménages.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est situé à 15,2 milliards de FCFA, en hausse de 1,7% par rapport à 2017.

Dans le même temps, la masse salariale a progressé de 10,4% à 964,1 millions de FCFA, tandis que les effectifs sont restés stables.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Production d'eau (en hectolitres)	287 214	281 400	211 384	288 598	920 782	1 068 597	16,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	4 095	3 502	3 794	3 840	14 970	15 230	1,7%
Effectifs	73	73	75	73	73	73	0,0%
Masse salariale	215	245	223	282	873,0	964,1	10,4%

Sources : Soboleco, Sobraga

II.6.5 L'huile raffinée et les corps gras

La filière de l'huile raffinée et des corps gras a de nouveau amélioré ses performances en 2018. En effet, les productions de l'huile raffinée (oléine), de savon et de la stéarine se sont situées respectivement à 12 066 tonnes (+18%), 5 697 tonnes (+29,9%) et 5 653 tonnes (+13,8%). Le

renforcement de l’outil de production et l’approvisionnement régulier de l’usine en huile de palme brute sont à l’origine de ces performances.

Sur le plan commercial, les ventes locales se sont situées à 25 926 tonnes et les exportations se sont élevées à 15 993 tonnes, générant ainsi un chiffre d’affaires de 21,7 milliards de FCFA, en très forte progression.

Evolution de l’activité des huiles et corps gras

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Productions (en tonnes)							
Huile raffinée	2 160	2 703	3 336	3 866	10 225	12 065	18,0%
Savons	1 076	1 106	1 733	1 781	4 386	5 696	29,9%
Stéarine	1 009	1 456	1 404	1 784	4 967	5 653	13,8%
Ventes locales (en tonnes)	5 955	4 370	4 846	10 755	13 190	25 926	96,6%
Exportations (en tonnes)	0	0	3 040	12 953	540	15 993	2861,6%
Chiffre d’affaires (en millions de FCFA)	2 581	3 652	4 292	11 180	11 599	21 705	87,1%

Source : Olam Palm Gabon

II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS

Au terme de l’année 2018, les industries de transformation du bois ont enregistré une nouvelle progression de leurs performances industrielles et commerciales. En effet, la production de bois débités a augmenté de 13,7% à 963 834 m³, en lien avec l’amélioration des conditions d’approvisionnement des unités de production et de la montée en puissance des usines nouvellement installées, notamment celles situées dans la zone de Nkok.

Sur le plan commercial, les ventes locales ont explosé pour se situer à 110 303 m³, tandis que les exportations ont progressé de 8% à 734 635 m³, attribuable à la fermeté de la demande de bois sciés sur le marché asiatique.

Evolution de l’activité de production des industries du bois

(en m ³)	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Production	234 247	254 415	251 021	224 151	847 701	963 834	13,7%
Ventes locales	36 183	32 294	19 546	22 280	65 852	110 303	67,5%
Exportations	164 717	190 726	190 376	181 990	680 367	734 635	8,0%

Sources: DICB, échantillon des industries du bois

II.7.1 Les unités de sciage

Au terme de l’année 2018, on note une amélioration des performances industrielles et commerciales de l’activité de sciage. En effet, sur le plan industriel, la production de bois sciés a connu une hausse de 17,1% pour se situer à 610 927 m³. Cette embellie résulte d’un meilleur

approvisionnement des unités de transformation en grumes et du renforcement du tissu industriel (investissements pour la modernisation des scieries).

De même, les ventes locales et les exportations se sont situées respectivement à 70 508 m³ et 451 447 m³, toutes deux en croissance. Cette amélioration provient de la forte demande du marché local et des commandes soutenues du marché asiatique du bois scié.

Évolution de l'activité de sciage

(en m ³)	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Production	151 163	166 409	162 674	130 682	521 650	610 927	17,1%
Ventes locales	27 356	20 435	11 474	11 243	34 362	70 508	105,2%
Exportations	104 780	119 551	115 220	105 071	445 896	451 447	1,2%

Sources : CoraWood, Sitrab, Hua Jia, Bso, Somivab, Ifeg, Tbn, Bsg, RFM, Ceb, Rougier Gabon, SAEF (ex-Safor), Tali Bois, Cbg, Bordamur, Trg, EGG, Mpb, Sbl, GWI, KHLL, Hua Sen, Fdg, Akachi Wood Gsez, Cfa, Sen Chuan Timber, Lin Li Gabon, Floarea, Geb, RimbunanHijau, Fg Gsez, Rddhi International Gabon Ex-Shinago, WoodtechGsez, Sun Harvest.

II.7.2 Les unités de déroulage

• Le placage

Les unités de fabrication des placages ont consolidé les bonnes performances enregistrées depuis plus de deux ans à la faveur des industries installées dans la ZERP de Nkok. Ainsi, la production de placage est passée à 315 477 m³, soit une augmentation de 14,8% par rapport à celle réalisée en 2017. Cette situation s'explique aussi par une accélération du rythme d'approvisionnement des usines en grumes.

De même, les ventes locales ont atteint 31 695 m³, tandis que les exportations ont augmenté de 30,1% à 252 908 m³, en lien avec l'amélioration des performances du cluster de Nkok et la fermeté de la demande du marché extérieur.

Évolution de l'activité de placage

(en m ³)	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Production	73 518	78 091	79 819	84 048	274 819	315 477	14,8%
Ventes locales	7 151	9 791	5 910	8 843	25 193	31 695	25,8%
Exportations	53 139	63 289	67 180	69 300	194 424	252 908	30,1%

Sources : RimbunanHijau, ThebaultTransbois, Cema, Cora Wood, Tgi, Pdg, CPBG, Sbl, Seef, OtimVeener, Evergreen Gabon Gsez, Rougier Gabon, AfricaViews, Gabon Veneer, Ignite Gabon, Ikoni International, Solid Wood Gabon, Sun Veneer, Greenply Gabon, Timberworkz, Crest Wood International, VD Afro Products, Afeefa Overseas Gabon, Prime Wood.

• Le contreplaqué

La branche de fabrication de contreplaqué a par contre enregistré des contreperformances en 2018. En effet, la production est passée de 51 232 m³ en 2017 à 37 431 m³, soit une chute de 26,9%. Cette évolution résulte des difficultés d'approvisionnement en grumes des principales unités de transformation de ce segment.

Sur le plan commercial, les exportations ont suivi la même tendance baissière avec des ventes de 30 280 m³ en 2018, suite aux difficultés de logistique, notamment au niveau portuaire (baisse du rythme de déserte des navires). A contrario, les ventes locales ont enregistré une hausse de 28,6% à 8 101 m³, en liaison avec l'affermissement des consommations du marché local.

Évolution de l'activité de contreplaqué

(en m ³)	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Production	9 566	9 915	8 528	9 421	51 232	37 431	-26,9%
Ventes locales	1 676	2 068	2 163	2 194	6 297	8 101	28,6%
Exportations	6 798	7 886	7 977	7 619	40 047	30 280	-24,4%

Sources: Cora Wood, Rougier Gabon, OtimVeener, Seef.

II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1 La chimie

- *Les peintures*

En 2018, la branche des peintures a affiché des résultats mitigés. En effet, la production s'est établie à 3 321 tonnes, en baisse de 9,4% dans un contexte de repli des commandes des clients industriels (BTP et sociétés pétrolières).

Par contre, sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a progressé de 10,7% à 7,78 milliards de FCFA, en liaison avec le dynamisme des ventes des produits à la suite des offres promotionnelles durant la saison sèche.

Au niveau de l'emploi, la masse salariale a enregistré une baisse de 25,1% et s'est située à 847,1 millions de FCFA suite au départ de deux expatriés pour raison de restructuration des activités.

Evolution de l'activité des peintures

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Production (en tonnes)	753,7	815,3	940,9	811,2	3 666,7	3 321,1	-9,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	1 877,2	1 878,9	2 356,7	1 675,7	7 034,1	7 788,4	10,7%
Masse salariale (millions de FCFA)	215,2	215,7	184,0	232,1	1 131,6	847,1	-25,1%
Effectifs (en nombre)	81	81	81	81	83	81	-2,4%

Sources : PPP, Chimie Gabon

- *Les gaz industriels*

A fin décembre 2018, la production consolidée des gaz industriels a chuté de 32% pour se situer à 477 600 m³. Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a augmenté de 2,4% à 2,5 milliards de

FCFA, en raison de l'augmentation des consommations d'azote gazeux et d'acétylène par les miniers.

Parallèlement, la masse salariale a suivi la même tendance et s'est située à 580 millions de FCFA suite au paiement des droits de départ.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Productions (en m ³)	103 943	150 792	107 460	115 405	702 100	477 600	-32,0%
Oxygène	58 213	64 283	63 393	70 655	276 377	256 544	-7,2%
Azote gazeux	4 771	7 661	3 229	10 378	21 658	26 039	20,2%
Azote liquide	31 607	68 867	29 422	24 163	376 212	154 059	-59,0%
Acétylène	9 352	9 981	11 416	10 209	27 853	40 958	47,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	633	674	610	596	2 454	2 513	2,4%
Masse salariale (millions de FCFA)	148	146	137	149	556	580	4,5%
Effectifs (nombre d'agents)	44	44	44	42	45	42	-6,7%

Source : Air Liquide Gabon(GABOA)

II.8.2 Les matériaux de construction

Au cours de l'année 2018, la branche des matériaux de construction a enregistré des performances en forte augmentation par rapport à 2017. En effet, la production et les ventes de ciment ont progressé respectivement de 42,7% à 487 011 tonnes et de 43,6% à 488 324 tonnes. La consolidation des performances de CIMAF et la reprise d'activité de Cimgabon ont fortement contribué à booster la production, dans un contexte marqué par un meilleur approvisionnement de l'usine en clinker dont les importations ont progressé de 15,8%. Ces progrès sont réalisés dans un contexte de suspension des importations de ciment sur décision du Gouvernement depuis juillet 2017.

Sur le plan commercial, la forte hausse des ventes de ciment (+43,6%) sur le marché domestique a induit un bond de 42,4% du chiffre d'affaires à 36,2 milliards de FCFA.

En revanche, la masse salariale a diminué de 18,1% pour se situer à 1,6 milliards de FCFA à fin décembre 2018 consécutivement à la baisse des effectifs de 20%, du fait de la restructuration de Cimgabon.

Evolution de l'activité des matériaux de construction

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Importations de clinker	49 500	69 050	137 215	124 661	328 395	380 426	15,8%
Productions de ciments (en tonnes)	73 663	108 732	166 830	137 780	341 351	487 005	42,7%
Ventes de ciment (en tonnes)	75 295	109 627	166 387	137 015	340 019	488 324	43,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	5 329	7 715	12 744	10 393	25 411	36 181	42,4%
Masse salariale (millions de FCFA)	387	342	413	462	1 958	1 604	-18,1%
Effectifs	125	122	121	120	150	120	-20,0%

Source : CIMAF, Cimgabon

II.8.3. La seconde transformation des métaux

L'industrie de la seconde transformation des métaux a affiché des contreperformances au 31 décembre 2018. En effet, la production des tôles en aluminium a fléchi de 19,2%, pour se situer à 1 387,4 tonnes. Cette baisse résulte essentiellement de la contraction de la demande des principaux clients (sociétés de construction, quincailleries et ménage).

Ainsi, le chiffre d'affaires a baissé de 8,3% à 4,7 milliards de FCFA. La masse salariale a chuté de 25,9% sous l'effet d'une diminution des effectifs (-27,3%), soit 32 employés.

Evolution de l'activité de seconde transformation des métaux

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Production (en tonnes)	332,6	296,9	415,6	342,4	1 717,5	1 387,4	-19,2%
Tôles minces	120,7	48,5	144,2	118,8	725,5	432,1	-40,4%
Tôles épaisses	211,9	248,4	271,4	223,5	992,1	955,2	-3,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	978,7	1 089,3	1 444,6	1 202,6	5 142,6	4 715,1	-8,3%
Masse salariale (millions de FCFA)	175,6	117,9	85,4	151,4	715,8	530,3	-25,9%
Effectifs (en nombre d'agents)	36	32	32	32	44	32	-27,3%

Source : Sotralga

II.8.4 L'industrie minière

En 2018, le Complexe Métallurgique de Moanda (CMM) a affiché des résultats en forte hausse. En effet, la production totale s'est accrue de 78,2%, se situant à 49 934 tonnes en liaison avec les bons résultats du Silico-manganèse dont la production a presque doublé en 2018 et le manganèse métal avec une hausse 36,6%.

Parallèlement, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 68,7% à 32,7 milliards de francs sous l'effet de la bonne tenue des quantités vendues (+73,1%) au cours de la période sous-revue.

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont diminué de 2,7% à 425 agents, représentant une masse salariale de 9,4 milliards de francs CFA.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Production (en tonnes)	13 169	11 789	10 700	14 276	27 925	49 934	78,8%
Silico Manganèse (SiMn)	11 434	9 368	9 172	11 060	21 474	41 034	91,1%
Manganèse Métal (Mn Métal)	1 735	2 421	1 528	3 216	6 451	8 900	38,0%
Ventes d'alliages (en tonnes)	6 108	11 831	11 215	15 531	25 821	44 685	73,1%
Silico Manganèse (SiMn)	4 658	9 633	9 711	11 925	19 465	35 927	84,6%
Manganèse Métal (Mn Métal)	1 450	2 198	1 504	3 606	6 356	8 758	37,8%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	3 958	9 007	7 847	11 852	19 359	32 664	68,7%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	432	432	430	425	437	425	-2,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 909	5 096	7 205	9 369	7 237	9 369	29,5%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

L'activité de production et de distribution de l'eau potable et de l'électricité a très peu progressé, compte tenu de la faiblesse des nouveaux investissements réalisés nécessaires pour l'augmentation des capacités de production. L'activité a été également impactée par la fin du contrat de concession, les impayés de l'Etat, la réquisition de l'entreprise par l'Etat gabonais et le redressement fiscal subi en 2017 qui ont eu un effet négatif sur les investissements.

II.9.1 L'électricité

Au 31 décembre 2018, la production nette d'électricité a légèrement augmenté de 0,3% à 2 333 Gwh. Cette performance a été atteinte grâce aux achats d'électricité à la Société de Patrimoine (510,5 Gwh) qui ont compensé le repli de la production de la SEEG.

Dans le même temps, les volumes facturés hors cession sont restés quasi-stables (+0,4%) à 1 709,7 Gwh, en liaison avec la faiblesse de la consommation des industriels. Néanmoins, on note une consolidation du chiffre d'affaires de 4,5% à 172,08 milliards de FCFA, soutenue par l'appréciation des prix moyens d'électricité aussi bien en moyenne tension (+2,6%) qu'en basse tension (+4,8%).

Evolution de l'activité de la branche électricité

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Production nette (en GWh)	595,9	603,0	548,4	585,7	2 327,1	2 333,0	0,3%
Production nette SEEG	470,5	466,3	427,2	458,4	1 869,4	1 822,5	-2,5%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	125,3	136,7	121,2	127,3	457,7	510,5	11,5%
Volumes facturés hors cession (GWh)	430,0	431,7	402,9	445,2	1 702,6	1 709,7	0,4%
Volumes facturés MT hors cession	152,0	151,4	146,0	165,4	610,8	614,9	0,7%
Volumes facturés BT hors cession	277,9	280,2	256,8	279,8	1 091,8	1 094,7	0,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	42 695	43 111	41 214	45 062	164 647	172 083	4,5%
CA MT hors cession	12 423	12 601	12 416	13 465	49 299	50 905	3,3%
CA BT hors cession	30 272	30 510	28 798	31 597	115 348	121 178	5,1%
Prix du KWh MT (en FCFA)	81,7	83,2	85,1	82,0	80,7	82,8	2,6%
Prix du KWh BT (en FCFA)	108,9	108,9	112,1	113,0	105,6	110,7	4,8%

Sources : Seeg, Société de Patrimoine

II.9.2 L'eau

La production nette de l'eau potable a baissé de 0,2%, s'établissant à 116,4 millions de m³ à fin décembre 2018 contre 116,7 millions de m³ un an auparavant. Sur le plan commercial, le volume des ventes hors cession a reculé de 1,1% pour se situer à 61,69 milliards de FCFA sur la période sous revue, en raison de nombreuses pertes enregistrées sur le réseau de distribution et autres fraudes. A l'inverse, le chiffre d'affaires s'est apprécié de 5,2% à 23,6 milliards, grâce à un relèvement du prix moyen du m³ de 6,4%.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m ³)	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Production nette	29 107	29 761	28 251	29 334	116 643,0	116 453,6	-0,2%
Ventes hors cession	15 528	15 682	14 996	15 491	62 380,2	61 696,7	-1,1%
CA hors cession (millions de FCFA)	5 851	5 974	5 770	6 035	22 463,6	23 629,3	5,2%
Prix moyen du m ³ (en FCFA)	376,8	381,0	384,7	389,5	360,1	383,0	6,4%

Source: SEEG

II.10 LE RAFFINAGE

A fin décembre 2018, la raffinerie de pétrole a enregistré une baisse 4% du volume de brut traité, imputable aux arrêts techniques de l'outil de production. Ainsi, le volume de brut traité s'est établi à 779 951 tonnes métriques contre 812 611 tonnes métriques en 2017.

Au cours d'année, les importations des produits pétroliers (gasoil, butane, essence et kérosène) réalisées par Sogara et Gabon Oil Marketing (GOM) ont atteint un volume de 408 157 tonnes métriques contre 254 432 tonnes un an auparavant, soit une augmentation de 60,4%, afin de combler le déficit et satisfaire la demande.

Sur le plan commercial, les ventes des principaux produits pétroliers raffinés sur les marchés domestiques et extérieurs ont globalement régressé en 2018, à l'exception du turbine fuel 1 et du kérosène à l'export qui ont enregistré de très fortes hausses (respectivement +276,9% et +46,1%).

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a progressé de 9,9% à 241,9 milliards de FCFA, en liaison avec la bonne tenue des exportations du kérosène et de turbine fuel 1 et la hausse des prix moyens sur le marché.

Evolution de l'activité de raffinage

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Total du brut traité (TM)	197 868	267 475	183 546	131 062	812 611	779 951	-4,0%
Importations (TM)	81 712	65 469	107 886	153 090	254 432	408 157	60,4%
Ventes de SOGARA					0	0	
Butane (TM)	1 522	2 601	2 775	1 275	26 591	8 173	-69,3%
Super (m ³)	11 028	14 531	14 238	6 459	42 160	46 257	9,7%
Pétrole lampant (m ³)	2 995	522	2 333	2 523	22 198	8 372	-62,3%
Turbine fuel 1 (m ³)	6 815	7 483	15 083	13 297	17 009	42 678	150,9%
Turbine fuel 1 Export (m ³)	4 100	11 663	5 007	0	5 512	20 770	276,9%
Gas-oil Moteur (m ³)	65 351	91 570	68 437	38 641	323 180	263 999	-18,3%
Kérosène export (TM)	14 230	10 781	0	0	17 124	25 011	46,1%
Résidu atmosphérique export (TM)	87 166	154 813	114 793	62 245	459 470	419 018	-8,8%
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	50 596	80 164	69 546	41 571	220 022	241 877	9,9%
Chiffre d'affaires intérieur	28 842	40 372	38 545	25 166	127 597	132 924	4,2%
Chiffre d'affaires export	21 754	39 792	31 001	16 405	92 425	108 953	17,9%

Source: SOGARA

II.11 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.11.1 Le transport aérien

L'activité du transport aérien a enregistré des résultats mitigés à fin décembre 2018. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont fléchi de 11,7%, justifiés au niveau national par la suspension provisoire de la NRT. Quant au réseau international, il a pâti à la fois de l'arrêt des désertes par South Africa Airways et des difficultés de Transair Congo.

Le nombre de passagers transportés a suivi la même tendance pour afficher une baisse de 3,2%, soit 789 514 passagers. Le volume de fret s'est par contre apprécié de 4,3% grâce aux efforts de Solenta Aviation au niveau national et à la bonne tenue du trafic d'Air France, d'Allied Air Limited et de Corex au plan International.

Evolution de l'activité du transport aérien

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Mouvements Avions Commerciaux	3 984	4 333	4 553	4 303	19 443	17 173	-11,7%
- Réseau domestique	1 714	1 963	1 931	1 606	8 431	7 214	-14,4%
- Réseau international	2 270	2 370	2 622	2 697	11 012	9 959	-9,6%
Passagers	174 942	179 686	234 990	199 896	815 938	789 514	-3,2%
- Réseau domestique	43 512	45 465	50 534	42 425	192 363	181 936	-5,4%
- Réseau international	109 032	109 931	157 716	132 167	500 231	508 846	1,7%
- Transit	22 398	24 290	26 740	25 304	123 344	98 732	-20,0%
Volume du fret (en tonnes)	3 101	3 211	3 202	3 229	12 219	12 742	4,3%
- Réseau domestique	158	161	153	144	580	617	6,4%
- Réseau international	2 942	3 050	3 049	3 084	11 640	12 125	4,2%

Source: ADL

II.11.2 Le transport ferroviaire

Le transport ferroviaire s'est caractérisé par une quasi-stabilité de ses activités en 2018. En effet, en dépit des déraillements enregistrés (ruptures de rails) et la présence de nombreuses zones instables sur la ligne, le volume global de marchandises acheminées par rails s'est établi à 5,8 millions de tonnes, quasiment au même niveau qu'en 2017. La bonne tenue du trafic des grumes (10,4%), des bois débités conteneurisé (94,4%) et des produits C2M (54,2%) a permis de compenser la perte enregistrée au niveau du transport de manganèse.

Cependant, le nombre de passagers transportés a affiché une hausse de 2% à 328 222 clients, due à la forte demande pendant la période des élections couplées locales/législatives.

Sur le plan financier, le transport des personnes et des marchandises a généré un chiffre d'affaires de 67,7 milliards de FCFA contre 66,8 milliards en 2017, soit une hausse de 1,2%.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Nombre de passagers	58 778	76 096	109 437	83 911	321 705	328 222	2,0%
Volume total des marchandises (en T)	1 219 390	1 532 923	1 409 073	1 676 853	5 838 871	5 838 239	0,0%
Grumes	121 220	127 810	98 496	99 722	404 978	447 248	10,4%
Bois débités	7 403	7 274	8 431	7 252	52 588	30 360	-42,3%
Bois débité ou déroulé conteneurisé	4 025	4 697	5 660	5 262	10 103	19 644	94,4%
Manganèse	998 748	1 292 128	1 206 674	1 448 378	5 000 488	4 945 928	-1,1%
Produits C2M	11 309	15 351	15 974	20 094	40 674	62 728	54,2%
Produits pétroliers	14 652	14 618	14 129	15 761	63 923	59 160	-7,5%
Autres marchandises	62 033	71 045	59 709	80 384	266 117	273 171	2,7%
Chiffre d'affaires (milliards de FCFA)	14 906	17 304	16 943	18 509	66 887,8	67 662,4	1,2%

Source: SETRAG

II.11.3 Le transport maritime

- **Owendo**

En 2018, l'activité portuaire dans la zone d'Owendo a été perturbée par les travaux de dragage pendant près de deux mois, empêchant l'accueil des navires au-delà d'un certain volume. En effet, suite au phénomène d'envasement de la zone portuaire, les bateaux d'un tirant d'eau supérieur à 10 m ne pouvaient accoster au port d'Owendo. Cependant, le volume global de marchandises manipulées a progressé de 1,6% à 7,8 millions de tonnes, attribuable au transport du manganèse dont les volumes ont augmenté de 9% grâce à la mise à contribution du GSEZ MT Port.

Evolution de l'activité de transport maritime

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Mouvements des bateaux	134	171	186	191	589	682	15,8%
Volume total marchandises (T)	1 455 317	1 880 582	1 806 262	2 672 717	7 689 628	7 814 878	1,6%
<i>Bois débités</i>	53 122	56 556	73 780	152 884	434 983	336 342	-22,7%
Manganèse	1 079 437	1 374 733	1 188 200	1 920 911	5 101 983	5 563 281	9,0%
Autres marchandises	322 758	449 293	544 281	598 922	2 152 662	1 915 255	-11,0%

Source : GPM, GSEZ CARGO PORT, GSEZ MT PORT, Comilog

• *Port-Gentil*

En glissement annuel, l'activité portuaire sur Port-Gentil a chuté de 21,3% à fin décembre 2018. La baisse du carnet de commandes des forestiers a généré une contraction de 13,7% du volume de bois débités expédiés. De même, malgré la sortie de crise progressive des unités installées dans la cité pétrolière, on note une nouvelle baisse de 25,3% du volume des autres marchandises.

Evolution de l'activité de transport maritime

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Mouvements des bateaux	86	100	115	90	363	391	7,7%
Volume total marchandises (T)	42 711	48 707	49 520	50 216	242 759	191 154	-21,3%
Produits forestiers	19 173	20 892	16 275	16 649	84 539	72 989	-13,7%
Autres marchandises	23 538	27 815	33 245	33 567	158 220	118 165	-25,3%

Source : GPM

II.12 LES TELECOMMUNICATIONS

En 2018, l'activité du secteur des télécommunications a affiché de bonnes performances. En effet, le nombre total d'abonnés au téléphone s'est consolidé à 3 millions de personnes, en hausse de 11,8%. Parallèlement, le nombre d'abonnés à internet GSM a progressé de 27% en glissement annuel pour se situer à 2,2 millions de personnes, en raison de la poursuite des efforts de connexion des principaux centres urbains à la technologie 3G/4G.

Malgré la baisse des tarifs induite par le déploiement de la fibre optique et les offres promotionnelles, le chiffre d'affaires a légèrement augmenté de 0,9% à 206,3 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des Télécoms

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	48,4	48,2	53,5	56,2	204,5	206,3	0,9%
Nombre d'abonnés au mobile (milliers)	2 667,9	2 804,0	2 857,2	2 936,1	2 663,3	2 979,6	11,9%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	21,5	21,7	22,2	21,9	21,2	21,9	3,0%
Nombre total d'abonnés au Téléphone	2 689,4	2 825,7	2 879,3	2 958,0	2 684,5	3 001,5	11,8%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM (milliers)	1 738,3	1 847,4	1 949,3	2 204,0	1 761,4	2 236,4	27,0%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit (milliers)	16,8	16,8	17,0	17,1	16,2	16,9	4,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	5 242	5 877	4 818	5 122	23 216	21 059	-9,3%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	699	697	696	696	704	696	-1,1%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	18 585	18 113	25 098	24 025	100 522	85 821	-14,6%

Sources : Gabon Telecom-Libertis-Moov, Airtel Gabon

II.13 LE COMMERCE

II.13.1 Le commerce général structuré

Au 31 décembre 2018, le chiffre d'affaires du commerce général structuré s'est établi à 337,5 milliards de FCFA contre 355,7 milliards de FCFA en 2017, soit une baisse de 5,1%. Ce repli s'explique principalement par la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages et le ralentissement des activités dans plusieurs secteurs de l'économie nationale.

Evolution du commerce général structuré

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (milliards de FCFA)	80,2	81,9	86,1	89,4	355,7	337,5	-5,1%

Sources : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bernabé Gabon, Bati-Plus, Centre Affaires, Mbolo, San, Sipagel

II.13.2 Le commerce des véhicules neufs

- *Véhicules utilitaires*

Au terme des douze mois de l'année 2018, l'activité du commerce de véhicules neufs a enregistré des résultats en hausse. En effet, le nombre de véhicules vendus a crû de 11,4% à 2 511 unités. Cette embellie est consécutive à la fermeté des commandes des entreprises et de l'Etat.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Nombre de véhicules vendus	502	561	770	678	2 254	2 511	11,4%

Source : URAI (Union des représentants des automobiles industriels)

- *Véhicules industriels*

Le commerce des véhicules industriels s'est caractérisé par une baisse de son chiffre d'affaires de 10,7%, passant ainsi de 26,1 milliards de FCFA en 2017 à 23,3 milliards de FCFA en 2018. Cette contre-performance est due à l'atonie du secteur des BTP.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	4,1	5,4	14,8	8,6	26,1	23,3	-10,6%

Source : Tractafic Equipement

II.13.3 Le commerce des produits pétroliers

Les ventes des produits pétroliers se sont légèrement améliorées (+0,5%) à fin décembre 2018, se situant à 634 236 tonnes métriques contre 630 786 une année auparavant. Cette situation est due à une reprise progressive des consommations des principaux clients industriels. Cette remontée

résulte de la hausse de 2,2% de la consommation de Gasoil, traduisant une amélioration des commandes des industriels.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Volumes vendus (tonnes métriques)	151 850	155 870	162 633	163 883	630 786	634 236	0,5%
<i>dont Gasoil</i>	106 518	111 031	115 322	117 082	440 131	449 953	2,2%
<i>Supercarburant</i>	19 632	19 424	19 725	20 877	81 404	79 658	-2,1%
<i>Kérosène</i>	7 035	7 235	7 823	7 861	32 858	29 954	-8,8%

Source : GPP (Groupement Professionnel Pétrolier)

II.13.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a généré un chiffre d'affaires de 61,13 milliards de FCFA en 2018 contre 60,4 milliards l'année précédente, soit une hausse de 1,1%, résultant, entre autres, de l'ouverture de nouveaux points de distribution (pharmacies) et de l'élargissement de la couverture maladie par la CNAMGS.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	15,7	14,9	14,5	15,9	60,4	61,1	1,1%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.14 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

En décembre 2018, l'activité du secteur des BTP est une nouvelle fois en berne. En effet, la production vendue a chuté de 46,08% à 91,7 milliards de FCFA sur la période sous revue, plombée par le segment bâtiment et génie-civil qui a subi un fort ralentissement dans l'exécution des chantiers (retards de paiements de l'Etat) et la baisse de commandes.

Dans ces conditions, la masse salariale a suivi la même tendance baissière (-3,6%) pour se situer à 21,7 milliards de FCFA. Au niveau des effectifs par contre, la consolidation de 1,2% à 2 323 agents est consécutive au regain d'activité au dernier trimestre suite à la signature de nouveaux contrats.

Evolution des activités du secteur BTP

(En millions de FCFA)	2018				Fin Décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Production vendue	13 966	13 102	17 961	46 707	170 124	91 736	-46,08%
Bâtiment, Génie-Civil	11 873	9 428	14 247	40 474	150 766	76 022	-49,58%
Lignes Eau, Electricité, Téléphone	2 093	3 674	3 714	6 233	19 358	15 714	-18,82%
Masse Salariale	5 457	5 238	6 684	4 375	22 562	21 754	-3,58%
Effectifs permanents	2 239	2 189	2 264	2 323	2 296	2 323	1,18%

Sources: Socoba EDTPL, Colas Gabon, Facoconstruction, Mika Services, CRBC, CGPR, Sogafric Services, SETEG, ETE, CorailBTP, Conduril.

II.15 LES AUTRES SERVICES

II.15.1 Les services rendus aux entreprises

Au 31 décembre 2018, l'activité de la branche des services rendus aux entreprises s'est légèrement repliée de 0,7%, pour un chiffre d'affaires de 22,6 milliards de FCFA contre 22,7 milliards de FCFA l'année précédente. Cette évolution est liée, entre autres, aux tensions de trésorerie de plusieurs sociétés, à la perte de contrats et à la fermeture de certains cabinets d'audit, juridique et financier.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 125	5 894	4 183	5 392	22 746	22 595	-0,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 578	1 670	1 633	1 768	7 730	6 649	-14,0%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	309	309	313	316	309	316	2,3%

Source: Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte juridique et fiscal, FEAG, PWC, PWC Tax & Legal, CIS, CFAO Technologies, GBM.

II.15.2 Les services rendus aux particuliers

Le chiffre d'affaires de la branche des services rendus aux particuliers s'est stabilisé à 43,5 milliards de FCFA à fin décembre 2018, en raison du frémissement économique observé en fin d'année, notamment.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 120	10 347	10 670	12 350	43 482	43 486	0,0%

Sources : Gesparc, Pmug, SGJL, SGCL, Franstel, Evénements, Caseppa, Gabosep, Polyclinique El Rapha, Cabinet de Groupe des Médecins, Médical Optique, Labo Color.

II.15.3 Les services de réparation mécanique

La branche des services de réparation mécanique continue de pâtir de la baisse de la clientèle et des commandes en pièces détachées, du fait de la fermeture de nombreuses entreprises. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a reculé de 7,8% à 16,8 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 995	4 207	4 587	3 990	18 208	16 779	-7,8%

Sources: ECIG, PEA, BIG, GSA, Dieselec

II.15.4 Les services immobiliers

A fin décembre 2018, la branche des services immobiliers a enregistré de bonnes performances. En effet, le chiffre d'affaires a très fortement augmenté pour s'établir à 6,6 milliards de FCFA. Cette embellie résulte de la vente des parcelles dans les lotissements d'Akanda, de Moanda et d'Owendo par le leader du secteur (SNI).

Evolution de l'activité des services immobiliers

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	609	548	581	4 778	2 672	6 516	143,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	375	372	385	350	1 374	1 483	7,9%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	125	122	129	127	139	127	-8,6%

Source: Agences N*I, AIL, Alliance, SNI, SCI Equateur III, BICP

II.16. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

La morosité de l'activité observée dans le secteur de l'hôtellerie depuis le début de l'année 2018 s'est poursuivie jusqu'en fin décembre. Cette situation est notamment liée à l'absence d'évènements d'envergure internationale, dans un contexte marqué par la vétusté des installations de l'un des principaux hôtels de Libreville.

Ainsi, le taux de fréquentation a connu un retrait de 1,69 point à 33%, en raison de la baisse de la fréquentation des structures hôtelières de dimension internationale (-11,7%). Dans le même temps, le prix moyen de la nuitée a régressé de 8,5%, entraînant un fléchissement du chiffre d'affaires de 21,9% à 14,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité hôtelière

	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 614	3 885	3 013	3 908	18 463	14 420	-21,9%
Chambres occupées (en nombre)	25 794	29 609	23 578	30 527	123 972	109 508	-11,7%
Taux d'occupation (en %)	32,20%	33,84%	30,48%	36,47%	34,69%	33,00%	-1,69 pt
Prix Moyen/chambre (FCFA)	80 420	81 146	75 082	80 842	86 720	79 373	-8,5%

Sources : Radisson blu& Park inn, Rê-ndama, Boulevard

II.17. LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.17.1 L'analyse bilancielle

Au 31 décembre 2018, le total agrégé des bilans des banques a progressé de 10,8% à 2 433,8 milliards de FCFA contre 2 196,2 milliards un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement liée à la hausse des dépôts de la clientèle (+11,5% à 2 071,9 milliards de FCFA à la fin de l'année 2018) et à une hausse des capitaux permanents (+12%).

Aussi, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré, passant de 124% au 31 décembre 2017 à 134,4% en décembre 2018. Par ailleurs, les créances en souffrance ont progressé de 39% à 289,8 milliards de FCFA à fin décembre 2018.

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	2017/2018
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2 073,8	1 857,9	2 071,9	11,5%
Crédits bruts	1 792,6	1 633,2	1 695,4	3,8%
Créances en souffrance	174,0	208,5	289,8	39,0%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	104,6	135,3	153,3	13,3%
CREDITS NETS	1 688,0	1 497,9	1 542,1	3,0%
CAPITAUX PERMANENTS	325,8	285,4	319,6	12,0%
VALEURS IMMOBILISEES	208,3	180,0	191,2	6,2%
AUTRES POSTES NETS	10,2	52,9	42,3	-20,0%
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	513,4	518,3	700,6	35,2%
TOTAL DU BILAN	2 409,8	2 196,2	2 433,8	10,8%

Sources : COBAC / DGEPPF

II.17.2 Les opérations avec la clientèle

II.17.2.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais se sont consolidées de 11,5% à 2 071,9 milliards de FCFA en 2018, tirées par les augmentations simultanées des dépôts à vue et à terme.

Les ressources à vue ont enregistré une augmentation de 14,7% à 1 271,7 milliards de FCFA, essentiellement liée à la hausse conjointe des dépôts des entreprises privées (+12,7%) et des dépôts non ventilés (+18,2%). Les ressources à vue ont représenté 61,4% du total des dépôts contre 59,7% à la même période l'année précédente.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont établies à 693,8 milliards de FCFA en décembre 2018 contre 659,6 milliards en décembre 2017, soit une hausse de 5,2%. Ces ressources ont représenté 33,5% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	2017/2018
Comptes à vue	1 266,8	1 108,3	1 271,7	14,7%
Comptes à terme	716,6	640,8	672,7	5,0%
Comptes de dépôts à régime spécial	20,2	18,8	21,1	12,2%
Autres comptes	60,3	78,2	90,2	15,3%
Dettes rattachées	9,9	11,8	16,2	37,3%
TOTAL DES DEPOTS	2 073,8	1 857,9	2 071,9	11,5%

Sources : COBAC / DGEPP

A fin décembre, les dépôts publics ont baissé de 41,9% à 103,1 milliards de FCFA. Ces dépôts ont représenté 5% du total des dépôts collectés contre 9,5% à la fin décembre 2017. Par contre, les dépôts du secteur privé non financier se sont consolidés de 12,7% à 1 743,7 milliards de FCFA au cours de la période sous-revue.

Evolution des dépôts par type de déposants (en milliards de FCFA)

Dépôts de la clientèle	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	2017/2018
Dépôts publics	300,5	177,4	103,1	-41,9%
Dépôts des entreprises publiques	51,2	22,5	71,2	-
Dépôts privés	1581	1547	1743,7	12,7%
Dépôts des non-résidents	70,8	21	47,5	-
Dépôts non ventilés	70,3	90	106,4	18,2%
TOTAL DES DEPOTS	2 073,8	1 857,9	2 071,9	11,5%

Sources : COBAC/ DGEPP

II.17.2.2 Les crédits distribués

Au 31 décembre 2018, les crédits bruts distribués ont augmenté de 3,8% à 1 695,4 milliards de FCFA contre 1 633,2 milliards un an auparavant, impactés essentiellement par la hausse des crédits au secteur privé.

En glissement annuel, les crédits octroyés au secteur privé se sont raffermis de +5,9% à 1 113,8 milliards de FCFA en décembre 2018. Ils ont représenté 65,7% du total des crédits contre 64,4% en décembre 2017.

Les crédits octroyés aux administrations publiques se sont confortés de 6,4% à 491,2 milliards de FCFA à la fin du quatrième trimestre 2018. Ceux-ci ont représenté 29% de l'ensemble des crédits bruts distribués.

Les crédits consentis aux entreprises publiques qui ont représenté 1,7% du total des crédits bruts, ont régressé de 50,4% à 14 milliards de FCFA à la fin de l'année 2018 contre 28,2 milliards un an auparavant.

Enfin, on note une hausse des opérations de crédit-bail dont l'encours s'élève à 15,8 milliards de FCFA en décembre 2018 contre 11 milliards un an plus tôt.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	2018/2017
Crédits à l'Etat	577,5	461,5	491,2	6,4%
Crédits aux entreprises publiques	42,0	28,2	14,0	-50,4%
Crédits au secteur privé	1 085,6	1 051,6	1 113,8	5,9%
Crédits aux non-résidents	63,6	58,9	39,6	-32,8%
Encours financier des opérations de crédit-bail	3,9	11,0	15,8	43,6%
Autres créances	20,0	22,0	21,0	-4,5%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 792,6	1 633,2	1 695,4	3,8%

Sources : COBAC / DGEPPS

II.18 LA SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

L'activité d'intermédiation des établissements de microfinance (EMF) a enregistré des résultats mitigés au cours des douze mois de l'année 2018. Toutefois, en dehors de la configuration du secteur, les données ci-dessous n'intègrent pas CFEC et CECAG, en pleine restructuration.

II.18.1 La configuration du secteur

Au 31 décembre 2018, l'offre de services financiers de proximité est assurée par 14 EMF (comme en décembre 2017) dont cinq (5) coopératives d'épargne et de crédit et neuf (9) sociétés anonymes. Cette répartition consacre toujours, le contrôle du secteur par les sociétés anonymes, qui collectent l'épargne et accorde des crédits aux tiers.

Structure du secteur

Indicateurs	Décembre 2017	Décembre 2018	Variation en %
Nombre d'EMF	14	14	0
Nombre d'agences	67	69	2

Sources : EMF/Cellule Microfinance

II.18.2 La clientèle des EMF

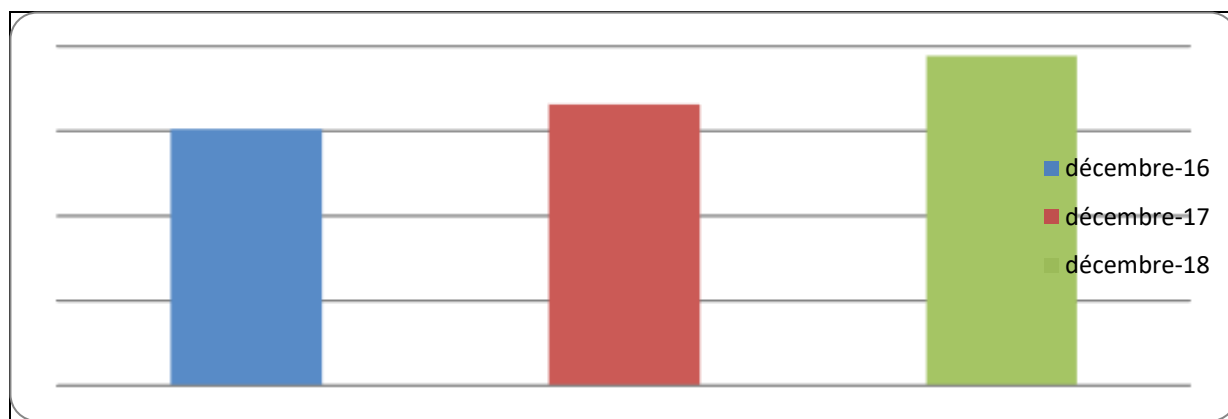
Le nombre d'agences et points de vente est passé de 67 à 69, soit 2 agences nouvellement créées. Cette évolution traduit la volonté des opérateurs de se rapprocher des populations cibles. Toutefois, les activités sont majoritairement concentrées à Libreville avec 48 agences.

Evolution des usagers et des effectifs

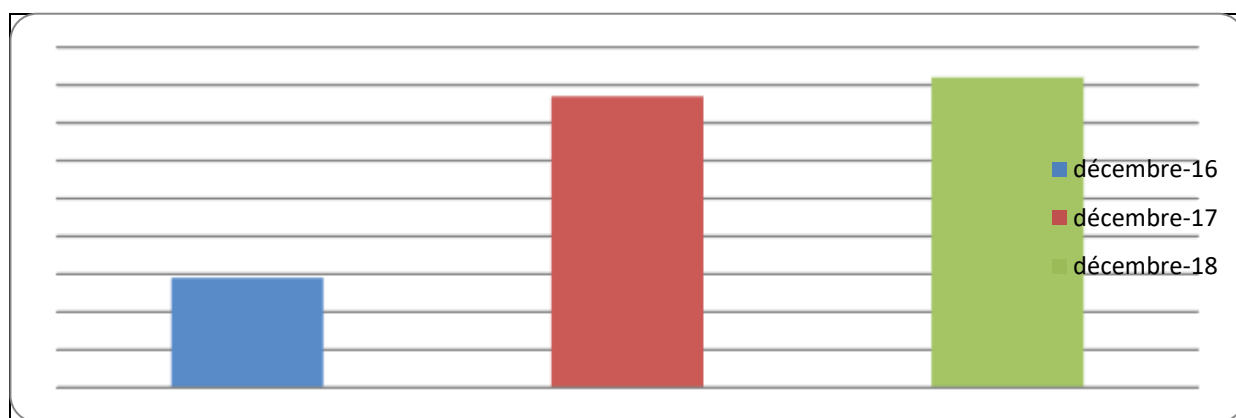
	décembre 2017	décembre 2018	Variation en %
Usagers	165 778	194 196	17
Effectifs	597	602	0,83

Source : EMF/Cellule Microfinance

Bien que le nombre d'EMF agréés soit resté stable, le nombre de clients ayant eu recours aux services des EMF a augmenté de 17% durant la période, passant de 165778 clients en décembre 2017 à 194196 en décembre 2018. Cette « clientèle » provient à 92% des EMF FINAM, LOXIA, EDG et Express-Union.



Par contre au niveau des effectifs globaux, on observe une quasi stabilité (0,83%).



II.18.3 Les capitaux propres et intermédiation financière

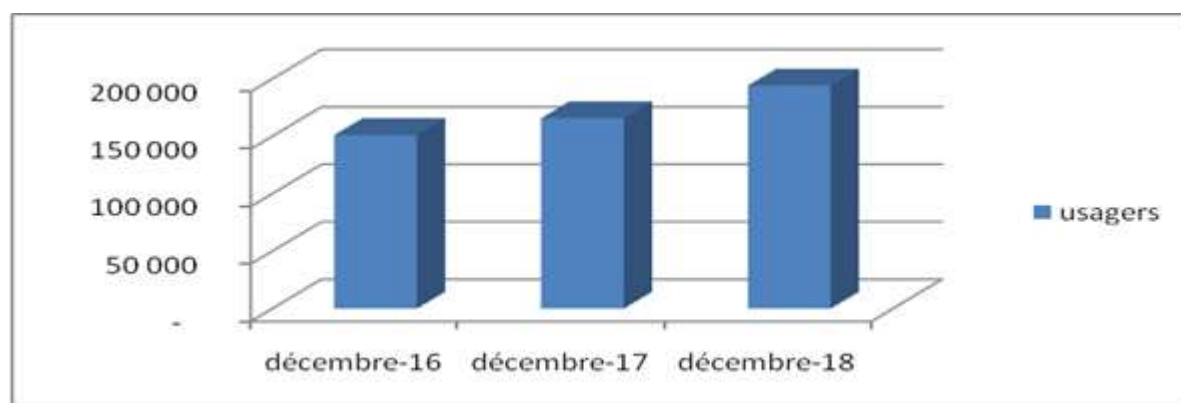
Evolution des ressources et des emplois en milliards de FCFA

	décembre 2017	décembre 2018	Variation en %
Fonds propres	4,58	5,68	24
Encours de dépôts	34,67	60,43	74,30
Encours de crédits	30,44	46,97	54,30

Source : EMF/Cellule Microfinance

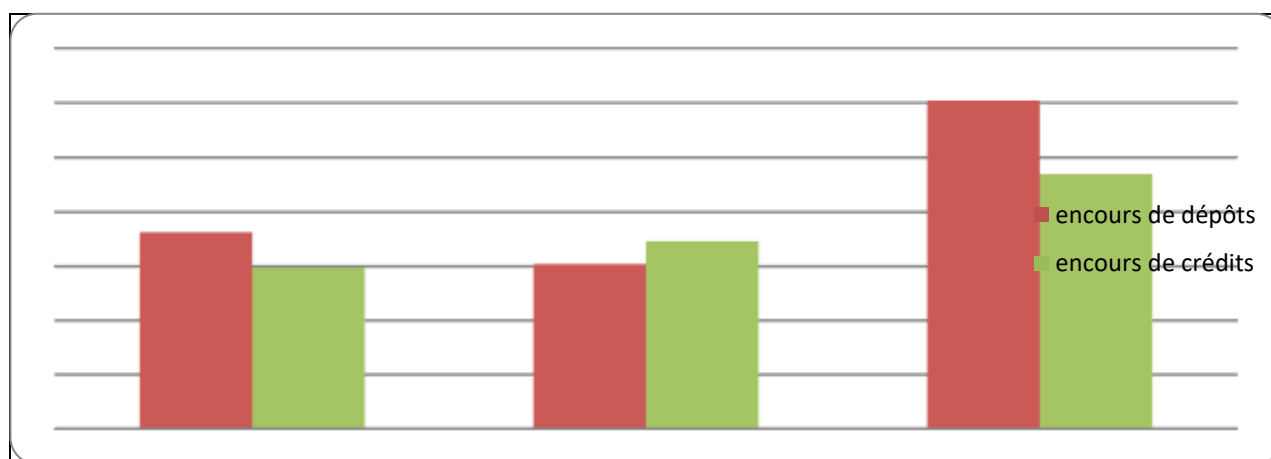
Les fonds propres

Les fonds propres des EMF établis à 5,68 milliards à fin décembre 2018 ont augmenté de 24%, suite à l'augmentation du capital de certains EMF de deuxième catégorie.



Les activités d'intermédiation financière

L'encours des dépôts s'élève à 60,43 milliards de FCFA, en hausse de 74,30% par rapport à décembre 2017, grâce à l'établissement du nouveau climat de confiance entre la clientèle et les EMF.



En revanche, les crédits distribués se sont appréciés de 54,30%, suite aux nouveaux engagements contractés par les ménages.

La structure des taux d'intérêts est restée identique par rapport à ce qu'elle était en décembre 2017 et cela malgré une concurrence vive. Ils oscillent entre 1,5% et 7% par mois pour les intérêts débiteurs (14% l'an pour les fonctionnaires) et entre 4 et 7% par an pour les intérêts créditeurs.

II.19 LE SECTEUR DES ASSURANCES

A fin décembre 2018, l'activité du secteur des assurances a enregistré un repli du volume des émissions dans les deux branches Non Vie et Vie et capitalisation. En effet, la faible souscription de polices d'assurance principalement dans le domaine des grands travaux d'investissements publics qui tirent la croissance économique et les tensions de trésorerie des clients justifient la contraction du niveau des primes collectées.

Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé s'est rétracté de 6,22% pour s'établir à 69,96 milliards de FCFA à fin décembre 2018 par rapport à la même période en 2017.

Evolution du chiffre d'affaires du secteur Assurance en décembre 2017 et 2018

(en milliards de FCFA)	déc-2017	déc-2018*	déc-2018/déc-2017	Répartition du C.A par branche en 2018
Non Vie	51,98	49,89	-4,02%	71%
Vie et capitalisation	22,62	20,07	-11,27%	29%
Total	74,60	69,96	-6,22%	100%

Sources : GROUPES OGAR, NSIA ET LES COMPAGNIES SAHAM, AXA, SUNU ASSURANCES ;

Données non disponibles pour les Compagnies « ASSINCO ET ASSURANCES DU GABON » ;

2018* = Estimations des compagnies d'assurances

II.19.1 La Branche Non Vie

Le chiffre d'affaires de la Branche Non Vie a régressé de 4,02% pour se situer à 49,89 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2018 par rapport à la même période en 2017. Ce recul est imputable à la contraction du niveau des primes sur des produits d'assurances traditionnels à taux garanti. Cette branche représente 71% de l'encours des primes du secteur.

II.19.2 La Branche Vie et Capitalisation

La Branche Vie et capitalisation a généré un chiffre d'affaires de 20,07 milliards de FCFA en recul de 11,27%, imputable à la diminution du niveau de souscription sur des produits d'épargne et de santé. Cette branche représente 29% du total des émissions du secteur.

II.19.3 La Répartition des parts de marché par compagnie

En termes de parts de marché, les compagnies (groupe OGAR, les sociétés SAHAM et AXA) se répartissent l'essentiel des primes. Elles représentent 73% du chiffre d'affaires du secteur.

II.19.4 Les Commissions versées aux courtiers

Le montant total des commissions versées aux courtiers d'assurance a diminué de 3,42% pour se situer à 7,63 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2018, en rapport avec le faible volume d'affaires apportées aux compagnies d'assurance.

II.19.5 Les sinistres réglés

La charge totale des sinistres payés a légèrement progressé de 0,7% pour atteindre 32,08 milliards de FCFA en 2018 contre 31,87 milliards à la même période en 2017.

La branche Non Vie représente environ 55% des sinistres réglés du secteur. Les sinistres payés ont fléchi de 4,53% pour se situer à 17,50 milliards de FCFA en 2018, conséquence de la baisse du montant des indemnisations versées par les assureurs en Non Vie.

En revanche, la branche Vie et capitalisation a enregistré une hausse significative de la couverture des sinistres de 7,68% à 14,58 milliards de FCFA en 2018. Les règlements de cette branche représentent environ 45% des sinistres payés du secteur.

II.19.6 La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-RE)

Le chiffre d'affaires a augmenté de 5% pour se situer à 12,88 milliards de FCFA en 2018. Cette évolution s'explique, en grande partie, par le développement du marché de la réassurance à l'international.

Evolution de l'activité de la SCG-RE

<i>En milliards de FCFA</i>	2017	2018*	18/17
Chiffre d'affaires	12,27	12,88	5,00%
Primes cession légale	8,75	8,94	2,08%
Primes facultatives	3,51	3,94	12,25%
Commissions payées	2,10	1,83	-12,85%
Sinistres réglés	4,00	3,01	-24,75%
Charges de sinistres	6,34	4,66	-26,49%
Fonds propres	8,11	8,97	10,60%
Investissements physiques	1,19	0,83	-30,25%
Résultat Net	1,21	0,87	-28,09%
Placements Financiers	19,72	15,57	-21,04%
Total Effectifs (nombre)	24	22	-8,33%
Masse salariale	0,64	0,64	0%

Source : SCG-RE
2018* = Estimations SCG-RE

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU TROISIEME TRIMESTRE 2018

III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION

Au terme de l'année 2018, le taux d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation des ménages de Libreville, Owendo et Akanda est ressorti en hausse, comparativement à 2017. Cette évolution confirme la persistance des tensions inflationnistes dans l'économie observée depuis le premier trimestre 2018. En effet, le taux d'inflation en moyenne annuelle, est passé de 2,7% en 2017 à +4,8% en 2018. En glissement annuel, la variation du niveau général des prix à la consommation est en hausse de 6,3% en décembre 2018 contre 1,1% en décembre 2017. Globalement, l'ensemble des postes de dépenses évolue à la hausse.

Dans cette dynamique et en dépit du maintien de certaines mesures liées à la vie chère, l'évolution des prix des denrées alimentaires de consommation courante (3,7% en 2018 contre -0,7% en 2017), des transports (+7,9%), des communications (+15,8%), de l'enseignement (28,3%) et des dépenses de « logement, eau, gaz, électricité » (+4,3%) enregistrent un accroissement substantiel.

Le relèvement des prix des produits alimentaires (+3,7%) notamment du pain et des céréales (+5,8%) est lié à plusieurs facteurs, parmi lesquels, la hausse des cours internationaux des produits de l'énergie et des produits céréaliers ¹(indice FAO).

Au plan interne, la hausse des prix des produits alimentaires s'explique par l'augmentation des prix des « Légumes et Tubercules » (+8,6% contre -5,2% en 2017), liée principalement à la pénurie des tubercules de manioc sur le marché local en raison de la baisse des importations en provenance du Congo et du Cameroun. A cet ensemble de facteurs, s'ajoutent, la mise à jour dans le système d'information douanier, des tarifs CEMAC dans le cadre des réformes engagées avec les partenaires économiques et financiers (FMI, Banque Mondiale, AFD, BAD) ainsi que l'accroissement des taxes sur le transport de marchandise, les contrôles routiers et municipaux.

En dépit d'une atténuation des tensions inflationnistes au quatrième trimestre, les prix du Transport ont progressé de 7,9% en 2018 contre 4,2% en 2017. Cette hausse découle notamment de la baisse de l'offre de transport urbain (du fait des difficultés de la société nationale de transport SOGATRA, de la baisse de l'offre de taxi en lien avec la persistance des contrôles municipaux des documents de transport, etc.) et des augmentations de prix des carburants à la pompe en lien avec la hausse du Brent.

S'agissant des Communications, naguère en hausse depuis près de trois ans, le relèvement observé sur les trois premiers trimestres s'est poursuivi au cours du quatrième trimestre de l'année 2018, conduisant à une augmentation globale de 15,8% en 2018 contre -0,2% en 2017. Cette hausse est essentiellement tributaire de l'accroissement des prix du matériel de communication.

¹ L'Indice FAO des prix des céréales a progressé de 9,6 pour cent par rapport en 2017, principalement en raison de craintes liées à la récolte en Argentine, menacée par des pluies qui se produisent au mauvais moment, et en raison d'un resserrement des disponibilités exportables en Fédération de Russie.

Les prix des services des secteurs sociaux, *Santé et Enseignement* ont renchéri :

- dans la Santé, les prix progressent de 4,9% contre 1,7% en 2017, en raison de l'augmentation des coûts hospitaliers ;
- dans l'Enseignement, les prix s'accroissent de 28,3% contre 12,6% en 2017, en lien avec l'augmentation des frais d'inscription dans les établissements primaires et secondaires, ainsi que dans l'enseignement supérieur.

Les prix du « Logement, eau, gaz et électricité » ont continué d'augmenter (+4,3%) en 2018 à un rythme moins soutenu, comparativement à 2017 (+9,9%). Cette évolution résulte notamment de l'augmentation des prix moyens d'électricité (+4,1%), de l'eau (+6,4%) et du Gaz, en lien avec la hausse des coûts de production (hausse de prix des produits pétroliers, taxe CSS, etc.) d'une part, et la persistance de la faiblesse d'offre de logement d'autre part.

Quant à l'inflation sous-jacente, elle a légèrement décliné en 2018, passant de 4,6% en 2017 à 4,3% en 2018.

Par conséquent, au regard de cette analyse, le critère de convergence de la CEMAC relatif au taux d'inflation n'est pas respecté en 2018 comparativement aux quatre dernières années.

Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages

Regroupements	Pond	2018				Indice moyen annuel		Variation (%)		Glissement mensuel (%)
		T1	T2	T3	T4	2017	2018	2017	2018	
INDICE GLOBAL	10000	2,7	4,5	5,5	6,4	133,5	139,9	2,7	4,8	6,3
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	0,3	2,9	4,6	7,2	138,7	143,9	-0,7	3,7	6,9
<i>Pains et céréales</i>	673	0,6	3,3	8	11,5	128,4	135,9	-0,4	5,8	10,7
<i>Viandes</i>	720	-3	-2,9	-2	-0,9	132,9	129,9	-2	-2,2	0
<i>Poissons et fruits de mer</i>	446	-0,8	2,2	6,1	2,8	187,9	192,7	1,2	2,6	0,3
<i>Lait, fromage et œufs</i>	243	3,4	2,6	0,3	-0,9	127,2	128,9	2	1,3	-0,5
<i>Huiles et graisses</i>	183	1,8	2,5	-1,5	-1,9	131,8	132	2,4	0,2	-1,7
<i>Légumes et tubercules</i>	534	-2,9	8,1	8,5	21,3	144,9	157,3	-5,2	8,6	23,7
Boissons alcoolisées et tabac	185	2,2	0,2	0,8	1,4	125,5	127	2,4	1,1	1,6
Articles d'habillement et chaussures	794	1,2	1,4	1,9	2,9	137,7	140,2	1,3	1,8	3,1
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	2,9	3,8	5	5,3	140,1	146,1	9,9	4,3	5,3
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	3	4,8	4,1	4,1	123,4	128,3	0,7	4	4,2
Santé	357	2,2	6,5	5,4	5,5	101,1	106,1	1,7	4,9	5,6
Transports	990	4,6	8	10,4	8,5	148,9	160,6	4,2	7,9	6,8
Communications	355	13,7	12,2	17,4	20	61,7	71,4	-0,2	15,8	20
Loisirs et cultures	503	5,6	6,9	6	5	121,4	128,5	-0,2	5,9	5
Enseignement	170	35,2	34,5	20,6	25	126,2	161,9	12,6	28,3	25
Restaurants et hôtels	466	1,4	4,3	5,2	4,7	129,9	135	-0,4	3,9	6,1
Biens et services divers	275	3,4	1,5	1,4	1,2	147,1	149,9	2,3	1,9	1,2
<i>Inflation sous-jacente</i>		3,9	4,8	5,1	5,5	127,8	134	4,6	4,3	5,7

Source : DGS

III.2. L'EMPLOI PUBLIC

Au 31 décembre 2018, le nombre des salariés dans le secteur public a baissé de 2,8% pour s'établir à 99 636 agents comparativement à la même période en 2017. Cette diminution provient aussi bien des agents de la main d'œuvre non permanente (-5,8%) que ceux de la catégorie des agents permanents (-2,3%). Au total, la fonction publique, hors collectivité locale, a enregistré une baisse de 2 890 agents dont 2 028 agents permanents.

La baisse des effectifs dans l'Administration publique traduit la volonté du Gouvernement de réduire la masse salariale de l'Etat gabonais. C'est dans ce contexte que plusieurs mesures d'ajustements sur les effectifs ont été prises en 2018. Il s'agit notamment :

- de la réduction des effectifs des cabinets, des institutions et des membres du Gouvernement ;
- de la suppression des postes de deuxième adjoint dans l'Administration ainsi que dans les institutions et organismes parapublics (DC adjoint 2, SG adjoint 2, DGA 2, etc) ;
- du contrôle physique des fonctionnaires et assainissement des fichiers de la fonction publique;
- de la signature de l'arrêté de Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement prolongeant le gel des recrutements pour une période de 36 mois jusqu'en août 2021, à l'exception des seuls ministères chargés de la Santé, de l'Education Nationale, des Affaires Sociales et de la Défense ;
- de la mise à la retraite systématique des agents atteints par la limite d'âge ;
- de la rupture des engagements concernant les agents civils contractuels âgés de plus de 60 ans ;
- de la suppression des corps de la Fonction Publique dédiés à certains emplois intégralement externalisés dans les établissements publics ;
- de la formalisation des cadres organiques des services administratifs et des établissements publics (structure, emploi, poste de travail et fiche de poste) ;
- de la rationalisation des recrutements dans les cabinets des agents n'ayant pas le statut de fonctionnaire.

Evolution de l'emploi dans le secteur public (hors collectivité locale)

Effectifs du public	2018				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 017	2 018	Var 18/17
Fonction publique	87694	85 723	85 776	85 610	87 638	85 610	-2,3%
MONP	14007	14 638	14 231	14 026	14 888	14 026	-5,8%
Total *	101 701	100 361	100 007	99 636	102 526	99 636	-2,8%

Source : DGBFIP (*sans collectivité locales)

III.2.1 La variation des effectifs par département

A fin décembre 2018, les effectifs de la fonction publique ont connu une baisse de 2,3% comparativement à la même période en 2017. Tous les départements et institutions ont enregistré une baisse de leur effectif à l'exception des pouvoirs publics : Administration des Transports (-

6,0%), Administration Centrale (-5,1%), Administration Développement (-4,0%), Administration Economique (-3,5%).

A contrario, les Pouvoirs Publics ont enregistré à fin décembre 2018 un relèvement de leurs effectifs (+0,3%) comparativement à la même période en 2017, en rapport avec les régularisations des situations administratives des agents.

Evolution de l'emploi par département

Départements	2018				Fin décembre		Var. 18/17
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	
POUVOIR PUBLIC	23 554	23 000	22 796	23 818	23 750	23 818	0,3%
ADM. CENTRALE	15 137	14 889	14 991	13 941	14 687	13 941	-5,1%
ADM. ECONOMIQUE	7 457	7 219	7 376	7 257	7 517	7 257	-3,5%
ADM. DEVELOPPEMENT	3 773	3 486	3 682	3 747	3 902	3 747	-4,0%
ADM. DES TRANSPORT	1 108	1 071	1 117	1 105	1 176	1 105	-6,0%
ADM. DE L'EDUCATION	25 098	24 675	24 418	24 455	24 940	24 455	-1,9%
ADM. SOCIALE	11 418	11 232	11 299	11 259	11 533	11 259	-2,4%
AUTRES	149	151	97	28	133	28	-78,9%
TOTAL	87 694	85 723	85 776	85 610	87 638	85 610	-2,3%

Source : DGBFI

III.3. LES SALAIRES

La masse salariale du secteur public (hors collectivités locales) en 2018 a poursuivi sa tendance baissière observée depuis 2017. Ce repli des dépenses de personnel (-4,3%), résulte de la baisse conjuguée de la Solde Permanente et de la Main d'œuvre Non Permanente, en lien avec les mesures gouvernementales pour la maîtrise de cette catégorie de dépenses, présentées ci-dessus.

Evolution de la masse salariale du secteur public en 2018

En milliards de FCFA	2018				Fin Décembre		Var 18/17
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	
Traitements et salaires	176,7	177,8	174,7	171,8	732,8	701,0	-4,3%
Solde Permanente	162,0	162,8	159,8	157,7	650,2	642,2	-1,2%
MONP	11,5	11,5	11,5	9,5	49,3	44,0	-10,8%
Autres	3,2	3,5	3,5	4,6	33,3	14,8	-55,4%

Sources : DGBFIP, DGEPP

III.3.1 La solde permanente par Administration

Au terme de l'année 2018, l'ensemble des départements a enregistré une baisse de leur masse salariale à l'exception du département des Pouvoirs publics. Toutefois, la baisse globale de 1,2% des rémunérations de l'ensemble des administrations provient essentiellement des Administrations du Transport (-4,1%), du Développement (-4,0%), de l'Education (-2,7%), de l'Economie (-2,1%), du Social (-1,4%) et de l'Administration Générale (-0,5%), malgré la hausse de la masse salariale de l'Administration des Pouvoirs publics (+1,8%). Ces variations résultent de la maîtrise

des effectifs et de l'ensemble des mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la politique de maîtrise des dépenses de personnel.

Par ailleurs, en dépit de cette baisse, la structure des dépenses de personnel par département n'a pas fondamentalement changé. L'éducation nationale (30,7%) est l'Administration qui a la masse salariale la plus élevée en lien avec ses effectifs, suivi des Pouvoirs Publics (27,6%), de l'Administration Centrale (15,7%) et de la Santé (12,4%). L'Administration Economique a absorbé 8% de la masse salariale totale payée en 2018.

Evolution de la solde permanente par département

En milliards de FCFA	2 018				Fin Décembre			
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Poids en 2018	Var 18/17
Pouvoirs Publics	43	43	42,3	49	174,2	177,3	27,6%	1,8%
Administration Générale	25,7	26,2	26,3	22,1	101,2	100,3	15,6%	-0,9%
Administration Economique	13,1	12,8	13	12,2	52,2	51,1	8,0%	-2,1%
Administration du Développement	6,8	6,7	6,6	7,1	28,3	27,2	4,2%	-3,9%
Administration des Transports	1,9	1,8	1,8	1,9	7,7	7,4	1,2%	-3,9%
Administration de l'Education	50,3	50,2	50,7	46,2	203,1	197,4	30,7%	-2,8%
Administration Sociale	20,2	20,2	20,5	19	81,9	79,9	12,4%	-2,4%
Autres	0,4	0,5	0,7	0,3	1,6	1,9	0,3%	18,8%
TOTAL	161,5	161,4	161,9	157,8	650,2	642,5	100,0%	-1,2%

Sources : DGBFIP, DGEPP

III.3.2 La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente

A fin décembre 2018, la masse salariale de la MONP a baissé de 1,2% pour atteindre 32,5 milliards de FCFA en 2018 contre 32,9 milliards en 2017. Cette variation résulte essentiellement du repli des effectifs de cette catégorie d'agents en 2018 et des politiques de maîtrise des dépenses de personnel initiées par le Gouvernement.

III.4. LE COMMERCE EXTERIEUR

Au terme de l'année 2018, l'évolution du commerce extérieur du Gabon a été marquée par une hausse des exportations (+19,4%) et une diminution des importations (-8,3%). Le taux de couverture a par conséquent progressé de 57 points de pourcentage par rapport à 2017 pour atteindre 246,4%.

Dans ce contexte, la balance commerciale, demeurée excédentaire, a progressé de 50,3% pour se situer à 1 807,1 milliards de FCFA en 2018. En outre, l'analyse trimestrielle des données indique que ce solde s'est amélioré davantage au quatrième trimestre par rapport à l'observé des trois premiers trimestres 2018, en lien avec la hausse des exportations et la baisse des importations sur cette période.

Evolution de la balance commerciale

	2018				Fin décembre		Var 18/ 17
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	
Exportations (1)	831,5	587,1	769,5	853,2	2 547,60	3 041,20	19,4%
Importations (2)	253,9	317,3	329,5	333,3	1 345,50	1 234,10	-8,3%
Solde commercial [(1)-(2)]	577,5	269,7	439,9	519,9	1 202,10	1 807,10	50,3%

Sources : DGEPP / DGDDI

III.4.1. L'évolution des exportations en valeur

A fin décembre 2018, les exportations de biens se sont nettement raffermies, progressant de 19,4% à 3 041,2 milliards de FCFA, et ont représenté plus de 32,2% du Produits Intérieur Brut. Cette dynamique des ventes a été soutenue aussi bien par le secteur pétrole (+23,5%) que par le hors-pétrole (+5,6%).

La décomposition des données par trimestre, montre une évolution substantielle des ventes totales du Gabon au troisième trimestre (+31,1%) et au quatrième trimestre (10,1%) contre une baisse au deuxième trimestre (-29,4%).

Evolution des exportations en valeur

En milliards de FCFA	2018				Fin décembre		Var. 18/ 17
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	
Exportations de pétrole brut	705,3	387,8	621,3	704,2	1 957,80	2 418,60	23,50%
Exportations hors pétrole dont:	126,2	199,3	148,1	149	589,8	622,6	5,60%
Bois sciés et ouvrages	64,1	65,6	61	72	283,1	262,6	-7,20%
Produits dérivés du pétrole	3,4	63,1	33,6	20,1	112,1	120,3	7,20%
Minerais de manganèse	21,4	41,8	28,9	35,7	107,1	127,8	19,30%
Ferro-silico-manganèse	3,8	6,4	6,8	7,4	11,3	24,3	115,60%
Caoutchoucs naturels	2,2	2	3,7	2,4	14,1	10,3	-26,60%
Huile de palme	0,3	1,4	0,3	0,2	2,3	2	-13,70%
Poissons et produits de la pêche	0,6	0,2	0,3	0,2	2,6	1,2	-53,30%
Or sous forme brute	0,5	0,2	1,1	0,2	1,4	2	41,50%
Cacao en fèves et brisures, bruts	-	-	-	-	0,1	-	-
Autres	30	18,6	12,4	11	55,6	72	29,50%
Exportations totales	831,5	587,1	769,5	853,2	2 547,60	3 041,20	19,40%

Sources : DGEPP / DGDDI

• Les exportations de pétrole

En 2018, le pétrole occupe encore une place prépondérante dans les exportations totales du Gabon, représentant 79,5% des exportations et 25,5% du PIB. Les expéditions du brut ont atteint 2 418,6 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 23,5% par rapport à 2017. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. Il s'agit notamment de :

- la fermeté des cours du baril de pétrole, en hausse de 32,1% en 2018 par rapport à 2017 (69,4 dollars en moyenne le baril);
- la progression des commandes des pays tels que la Chine (dont les commandes ont progressé de 13,1%) et l'Inde (dont les commandes ont quasiment doublé, atteignant 225,3 milliards de FCFA en 2018) ;
- la prise en compte de nouveaux clients tels que les Bahamas (qui ont importé du pétrole gabonais pour une valeur de 54,5 milliards de FCFA),

Par destination, le continent asiatique demeure la principale destination du brut gabonais en 2018, avec notamment la Chine (33,4% des parts) et l'Inde (9% des parts).

• Les exportations du secteur hors pétrole

Les exportations du secteur hors pétrole ont augmenté de 5,6% à 622,6 milliards de FCFA en 2018, profitant de la bonne performance des ventes des produits dérivés du pétrole (+7,3%), du minerai de manganèse (+19,3%), du ferrosilico manganèse et de l'or sous forme brut (+42,85%), malgré la baisse des produits tels que les bois sciés (-7,2%), le caoutchouc (-26,95%) et l'huile de palme (-13,04%).

La hausse des exportations des produits dérivés du pétrole est liée, essentiellement, à l'amélioration des achats des Pays-Bas, et des pays du continent africain (fortement représentés) tels que, le Congo Brazzaville, le Benin, le Maroc, le Cameroun, la Guinée Equatoriale et le Rwanda.

Suivant la même tendance, les exportations du secteur minier ont fortement augmenté. En effet, la hausse des ventes de minerais de manganèse de 19,3% à 127,8 milliards de FCFA a été favorisée par la bonne tenue des prix du minerai de manganèse (+9,4% à 225,6 \$US la tonne) et le renforcement des commandes des industries sidérurgiques émanant, notamment de la Chine et de la Norvège. Parallèlement, l'accroissement des expéditions de ferrosilico manganèse ont plus que doublé passant de 11,3 milliards de FCFA en 2017, à 24,3 milliards de FCFA en 2018 suite au renforcement des commandes de la Belgique d'une part, et à la prise en compte de la Grèce et des Iles Turks et Caicos comme nouveaux clients, d'autre part.

Néanmoins, on note une remontée au cours du quatrième trimestre, comparativement au troisième trimestre 2018. Le recul de la valeur des exportations de caoutchouc naturel (-26,6%) résulte du repli des ventes à destination des Etats-Unis (-5,1%), de la France (-22,3%) et de l'Espagne (-22,3%). La diminution des exportations des poissons et produits de la pêche est consécutive à la chute des commandes de la Chine (-60,3%) en particulier, malgré l'apparition des nouveaux clients, à savoir Singapour, l'île Christmas et le Liban.

III.4.2. L'évolution des importations en valeur

A fin 2018, les importations totales des biens ont baissé de 8,3% à 1 234,1 milliards de FCFA. Cette évolution est imputable à l'allègement de la facture de la quasi-totalité des biens excepté les produits énergétiques. En effet, les achats des biens de consommation finale, qui, en 2018, constituent le premier poste d'importation nationale (33% des importations totales), ont reculé de 15,2% à 407,5 milliards de FCA. Ce repli a été observé sur les quatre trimestres de l'année. La baisse des importations des biens de consommation s'explique par :

- la diminution de 17,7% des commandes des produits alimentaires, notamment les viandes et abats (-37,7%), les céréales et préparations à base de céréales (-3%) ainsi que les poissons et crustacés (-24,2%) ;
- le repli des importations de boissons de 7,6% à 16 milliards de FCFA, essentiellement celles en provenance d'Europe (-7,2%), et de l'Amérique (-59,3%).

Le recul de 20,4% des acquisitions des biens d'équipements à 403,4 milliards de FCFA s'explique, par la baisse des achats, notamment des entreprises pétrolières à la suite du retard enregistré dans la mise en œuvre de certains projets de développement, des machines et appareils mécaniques et électriques (-6,5%). Toutefois, l'on observe une nette hausse de 24,5% des importations des biens au quatrième trimestre 2018, laissant entrevoir des perspectives favorables pour l'année 2019.

Afin de satisfaire la demande locale face au déficit de production de la raffinerie du Gabon, les importations énergétiques ont doublé en 2018, passant de 64,5 milliards à 132,4 milliards de FCFA. Les hausses concernent essentiellement :

- le gazole (+51,5 milliards de FCFA) en provenance essentiellement du Cameroun et du Togo ;
- l'essence ordinaire et destinée à l'aviation (+10 milliards de FCFA) en provenance du Togo et du Cameroun en particulier ;
- le butane liquéfié (+5 milliards de FCFA) en provenance de la Guinée-Equatoriale et du Congo-Brazzaville.

Cependant, l'analyse trimestrielle des données révèle une baisse de la facture énergétique au troisième trimestre (-28,1%) et au quatrième trimestre (-26,4%).

Evolution des importations en valeur

En milliards de FCFA	2018				Fin décembre		Var 18/ 17
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	
Biens de consommation finale	108,1	105,9	103	90,4	480,7	407,5	-15,2%
<i>Produits alimentaires</i>	76,8	72,6	65,4	57	330,4	271,8	-17,7%
<i>Boissons</i>	3	3,5	5	4,5	17,3	16	-7,6%
Biens d'Equipement	73,2	87,6	109,2	133,4	506,5	403,4	-20,4%
Biens Intermédiaires	63,2	69	77,9	80,5	293,8	290,7	-1,1%
Energie	9,4	54,7	39,3	28,9	64,5	132,4	105,3%
Importations totales	253,9	317,3	329,5	333,3	1 345,50	1 234,10	-8,3%

Sources : DGEPP / DGDDI

III.4.3. Le partenariat économique

Le volume d'échanges observé entre le Gabon et l'extérieur a progressé de 9,8% à fin décembre 2018, comparativement à la même période en 2017. Cette évolution est liée à l'augmentation des commandes de la Chine, de l'Inde et de Trinidad, en dépit de la baisse des échanges avec la France et la Belgique.

A fin décembre 2018, la Chine demeure le principal partenaire du Gabon avec des flux d'échanges chiffrés à 1124,7 milliards de FCFA. Elle est suivie de la France (386,6 milliards de FCFA), de l'Inde (254,6 milliards de FCA) et de Trinidad et Tobago (210,7 milliards de FCFA).

Evolution des échanges en 2018 (exportations importations)

En milliards de FCFA	2018				Fin Décembre			
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Poids	Var18/17
Chine	211,4	216,6	295,9	400,9	1 024,70	1 124,80	26,30%	9,80%
France	96,7	89,1	90,3	110,5	458,8	386,6	9,00%	-15,70%
Inde	45,2	80,3	120,8	8,2	150,9	254,6	6,00%	68,70%
Trinidad et Tobago	42	52,7	58,3	57,6	210,4	210,7	4,90%	0,10%
Pays Bas	10,1	67,7	57	65,2	185,2	200	4,70%	8,00%
Belgique	39,7	42,4	45,5	62,4	225	190	4,40%	-15,60%
Total global	1 085,40	904,4	1 099,00	1 186,40	3 893,20	4 275,30	100,00%	9,80%

Source : DGDDI

III.4.3.1 Les principaux clients

• Par pays

A fin décembre 2018, les exportations gabonaises en direction de ses dix (10) premiers clients se sont inscrits à la hausse de 24,5% à 2385,6 milliards de FCFA contre 1916,1 milliards de FCFA l'année précédente. Cette tendance est consécutive à la demande de la Chine, de l'Inde, de Trinidad et Tobago et des Pays Bas, en lien avec les ventes de Pétrole brut, du bois scié, ouvrages et manganèse et ferro-silico-manganèse.

La position de la Chine comme principal importateur des produits gabonais est confortée par les livraisons du pétrole brut, du bois scié, du manganèse et du ferro-silico-manganèse. La balance commerciale du Gabon avec la Chine a été excédentaire de 895,5 milliards de FCFA en 2018, suite à la hausse des ventes de ces produits.

Par ailleurs, les exportations des dix (10) premiers clients du Gabon ont représenté 25,3% du PIB en 2018 contre 20,3% l'an dernier.

Evolution des ventes gabonaises par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	2018				Fin décembre			
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Poids	Var18/17
Chine	182,5	194,3	269,8	363,6	893,4	1 010,20	33,20%	13,10%
Inde	38,5	74,1	111	1,7	124,3	225,3	7,40%	81,30%
Trinidad et Tobago	41,9	52,7	58,3	57,6	209,2	210,6	6,90%	0,70%
Pays Bas	3,2	61,7	51,5	60,3	153,6	176,7	5,80%	15,00%
Australie	18,4	23,6	69,6	47,2	191,9	158,9	5,20%	-17,20%
Indonésie	107,9	0,1	24,5	-	101,9	132,4	4,40%	29,90%
Grande Bretagne	80,1	23,7	20,9	0,9	55,3	125,6	4,10%	127,20%
Corée du Sud (République)	70,3	0	27,6	25,4	2	123,4	4,10%	6070,00%
Malaisie	105,7	0,1	0,1	13,8	142,3	119,8	3,90%	-15,80%
Corée du Nord (démocratique)	19,8	12,8	25,8	44,3	42,1	102,7	3,40%	143,90%
Exportations des 10 Premiers clients	668,4	443,1	659,2	614,9	1 916,10	2 385,60	78,40%	24,50%
Autres	163	143,9	110,3	238,3	631,6	655,6	21,60%	3,80%
Total export	831,5	587,1	769,5	853,2	2 547,60	3 041,20	100,00%	19,40%
Poids des 10 premiers clients	80,39%	75,48%	85,66%	72,07%	75,21%	78,44%		

Source : DGDDI

• *Par continent*

Sur les quatre dernières années, le continent asiatique est resté le premier client du Gabon représentant 59,5% des exportations en 2018. L'évolution des commandes asiatiques provient essentiellement de la demande de la Chine, de la Malaisie et de l'Indonésie, en relation avec les ventes du pétrole, du manganèse et du bois scié.

Cette région est suivie de l'Europe (19,8% des parts), de l'Amérique (12,5% des parts) et de l'Océanie (5,2% des parts) toujours pour les mêmes types de produit.

Evolution des exportations gabonaises par continent

En milliards FCFA	2018				Fin Décembre			
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Poids	Var18/17
AFRIQUE	10,4	14,1	11,7	53	103,6	89,2	2,90%	-13,90%
dont CEMAC	3,4	5,3	4,7	1,8	10	15,3	0,50%	53,00%
AMERIQUE	60,8	114,6	89,3	116,2	261,6	380,9	12,50%	45,60%
ASIE	578,7	288,8	484,7	458,7	1 381,40	1 810,80	59,50%	31,08%
EUROPE	162,9	146	114,1	178	609,1	600,9	19,80%	-1,35%
dont U.E	159,7	138,4	107,1	170,8	566,8	575,9	18,90%	1,61%
OCEANIE	18,8	23,7	69,7	47,3	191,9	159,4	5,20%	-16,94%
Total exportations	831,5	587,1	769,5	853,2	2 547,60	3 041,20	100,00%	

Source : DGDDI

III.4.3.2. Les principaux fournisseurs

• *Par pays*

A fin décembre 2018, les achats du Gabon en provenance de ses dix (10) principaux fournisseurs ont enregistré une baisse de 19,2%, pour s'établir à 839,2 Milliards de FCFA. Le premier

fournisseur du Gabon demeure la France (25,8% parts) suivie de la Belgique (10,4% des parts) et de la Chine (9,3% des parts). Les produits en provenance de la France sont essentiellement les produits de consommation non alimentaire, les produits alimentaires et les outillages, machines, appareils mécaniques.

Le solde commercial entre la France et le Gabon est resté déficitaire de 250,6 milliards de FCA en 2018, avec des achats composés principalement des produits de consommation non alimentaire, les produits alimentaires et les outillages, machines, appareils mécaniques.

En 2018, 8,9% des richesses produites au Gabon ont servi à importer des biens et services venant de ses dix principaux fournisseurs

Evolution des achats gabonais par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	2018				Fin Décembre			
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Poids	Var18/17
France	71,9	77,8	79,9	89,1	386,5	318,6	25,80%	-17,60%
Belgique	27,5	27,7	29,8	43,3	142,4	128,4	10,40%	-9,80%
Chine	28,8	22,3	26,2	37,3	131,2	114,6	9,30%	-12,70%
Togo	6	37,1	28,1	16,5	30	87,7	7,10%	192,30%
Etats Unis	11,7	13,4	17,6	11,8	49,1	54,4	4,40%	10,80%
Cameroun	3,7	11,5	16,7	4,4	19,1	36,3	2,90%	90,10%
Inde	6,7	6,3	9,8	6,5	26,6	29,3	2,40%	10,20%
Brésil	6	5	5,5	6,9	17,5	23,5	1,90%	34,30%
Pays Bas	6,9	6	5,5	4,9	31,6	23,3	1,90%	-26,30%
Italie	5,2	6	7,5	4,4	23	23,2	1,90%	0,90%
Importations des 10 premiers fournisseurs	174,3	213,1	226,6	225,2	857	839,2	68,00%	-2,10%
Autres	79,6	104,2	103	108,1	488,5	394,8	32,00%	-19,20%
Total Import	253,9	317,3	329,5	333,3	1 345,50	1 234,10	100,00 %	-8,30%
Poids des 10 premiers fournisseurs	68,66%	67,17 %	68,76%	67,56%	63,70%	68,01%		

Source : DGDDI

• *Par continent*

A fin décembre 2018, près de 50% des achats du Gabon proviennent de l'Europe, suivie de l'Asie (22,8% des parts), de l'Afrique (18,3% des parts) et de l'Amérique (10,2% des parts). La position de l'Europe s'est confortée grâce au poids des ventes de la France, de la Belgique, des Pays Bas et de l'Italie.

Evolution des achats par continent

En milliards FCFA	2018				Fin Décembre			
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Poids	Var 18/17
AFRIQUE	29,9	74,5	70,2	51,4	201,6	226	18,3%	12,1%
dont CEMAC	5	17,1	21,1	9,2	34	52,3	4,2%	53,8%
AMERIQUE	23,1	38,7	32,4	31,1	94,3	125,3	10,2%	32,9%
ASIE	68,9	56,8	70,8	78,1	291,6	274,7	22,3%	-5,8%
EUROPE	131,4	146,9	155,3	172,4	756,3	606	49,1%	-19,9%
dont U.E	125,1	135,4	147,1	163,4	731,5	571	46,3%	-21,9%
OCEANIE	0,6	0,4	0,8	0,3	1,8	2,1	0,2%	16,7%
Total importations	253,9	317,3	329,5	333,3	1 345,50	1 234,1	100,0%	

Source : DGDDI

III.5. LE BUDGET DE L'ETAT

III.5.1. Les soldes budgétaires

A fin décembre 2018, l'exécution du budget fait ressortir un excédent primaire et des déficits aussi bien en base engagement qu'en base caisse.

Le solde primaire a affiché un excédent de 114,2 milliards de FCFA, en amélioration de 96,5% par rapport à l'excédent enregistré en 2017. Ce surplus de 56,1 milliards de FCFA résulte de la consolidation des recettes budgétaires (4,6%) plus importante que la hausse des dépenses primaires (+1,1%).

En conséquence, le solde base engagement, incluant la charge de la dette publique, a enregistré un déficit moins important que l'année précédente. Il a reculé de 50,6 milliards de FCFA pour s'établir à 110,3 milliards de FCFA.

Le déficit budgétaire base caisse s'est soldé, quant à lui, à 205,9 milliards de FCFA contre 299,2 milliards de FCFA l'année précédente. Son atténuation est consécutive notamment à l'amélioration du solde base engagement (hausse des recettes et faible progression des dépenses) et du repli des paiements des instances du Trésor (-95,1 milliards de FCFA milliards de FCFA contre -125,4 milliards en 2017) en 2018.

Evolution des soldes budgétaires en 2018

En milliards de FCFA	2018				Janvier-Décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	18/17
Recettes pétrolières	95,0	201,9	153,5	133,1	574,4	583,4	1,6%
Recettes hors pétrole	195,8	314,4	295,8	191,3	943,0	997,4	5,8%
Recettes comptes spéciaux	26,7	19,8	31,9	15,0	83,6	93,3	11,6%
Recettes totales	317,5	536,1	481,1	339,4	1 601,1	1 674,1	4,6%
Dépenses de fonctionnement	315,4	274,9	241,5	213,3	1 131,4	1045,1	-7,6%
Dépenses d'investissement	16,0	41,6	110,6	79,6	132,7	247,7	86,6%
Autres dépenses	85,7	80,1	62,6	38,8	278,8	267,1	-4,2%
Dépenses primaires	417,0	396,6	414,6	331,7	1 542,9	1559,9	1,1%
Intérêts sur la dette	26,3	89,1	33,8	75,4	219,0	224,5	2,5%
Solde primaire	-99,5	139,5	66,5	7,7	58,1	114,2	96,5%
Solde base engagement	-125,8	50,3	32,8	-67,6	-160,9	-110,3	-31,4%
Variations des arriérés	25,3	-6,5	-63,0	-51,3	-138,3	-95,6	-30,9%
Solde base caisse	-100,5	43,8	-30,3	-118,9	-299,2	-205,9	-31,2%

Source : DGCPT

III.5.2. L'exécution des recettes

Au terme des douze mois de l'année 2018, le budget en recettes s'est établi à 1 674,1 milliards de FCFA, soit une hausse de 4,6% par rapport à la même période en 2017. Cette évolution est imputable à l'accroissement aussi bien des recettes pétrolières que non pétrolières.

III.5.2.1 Les recettes pétrolières

Sur une prévision de 698,3 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative, ce sont 583,4 milliards de FCFA qui ont été collectés au cours de l'année 2018, soit une moins-value de 114,8 milliards de FCFA. Par comparaison à fin décembre 2017, les recettes pétrolières ont augmenté de 1,6% suite à l'accroissement substantiel du cours du baril du pétrole sur les marchés internationaux, dans un contexte national caractérisé par la baisse de la production pétrolière et l'appréciation du Franc CFA par rapport au dollar.

Evolution des recettes pétrolières en 2018

En milliards de FCFA	2018				Fin Décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	18/17
Impôts sur les sociétés	0,0	74,1	1,8	10,7	84,4	86,6	2,6%
Redevance Minière Proportionnelle	58,4	68,3	52,6	88,3	228,8	267,6	17,0%
Autres	17,2	34,0	79,9	24,5	206,0	155,7	-24,4%
Transferts SOGARA	19,4	25,5	19,2	9,5	55,3	73,6	33,1%
Total des recettes pétrolières	95,0	201,9	153,5	133,1	574,4	583,4	1,6%

Source : DGCPT

III.5.2.2 Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1 343,9 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2018, les recettes hors pétrole (hors comptes spéciaux) se sont établies à 997,4 milliards de FCFA au terme des douze mois de l'année, soit un taux d'exécution de 74,2%. Néanmoins, elles sont en hausse par rapport en 2017 (+5,8%), résultat de l'accroissement du recouvrement des droits de douanes, des impôts directs (impôts sur les sociétés et impôts sur les personnes physiques) et des autres recettes (notamment les recettes issues de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et les recettes issues des pénalités).

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	2018				Fin Décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	18/17
Droits de douanes	47,4	73,8	68,6	64,9	246,2	254,7	3,4%
Taxes sur les biens et services	43,6	31,3	49,8	23,1	215,4	147,8	-31,4%
<i>dont TVA</i>	<i>26,7</i>	<i>18,2</i>	<i>38,2</i>	<i>12,3</i>	<i>159,2</i>	<i>95,4</i>	<i>-40,1%</i>
Impôts directs	62,0	134,0	37,9	64,0	270,9	297,8	9,9%
Autres recettes	42,8	75,3	139,6	39,3	210,5	297,0	41,1%
Total de recettes hors pétrole	195,8	314,4	295,8	191,3	943,0	997,4	5,8%

Source : DGCP

III.5.3. Les dépenses budgétaires

A fin décembre 2018, les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré une hausse de 1,3% à 1 784,4 milliards de FCFA. Hors paiement des intérêts de la dette publique, les dépenses budgétaires ont également augmenté de 1,1% pour s'établir à 1 559,9 milliards de FCFA. Les dépenses primaires sont constituées des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses.

III.5.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 215,3 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2018, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 86,0% au terme de l'année 2018. Par comparaison à l'année précédente, elles ont baissé de 5,3% pour s'établir à 1 045,1 milliards de FCFA ; ceci en raison de la baisse des dépenses en personnel, des dépenses en biens et services et des transferts et subventions.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 701,0 milliards de FCFA, soit un dépassement de 9,9 points de la dotation budgétaire. Toutefois, comparativement à l'année précédente, les dépenses de personnel ont baissé de 4,3%, du fait de la maîtrise de l'évolution de la solde permanente (-1,2%), de la diminution du traitement de la main d'œuvre non permanente (-10,8%) et de la contraction des autres dépenses en personnels (-55,4%), en lien avec les mesures gouvernementales sur la maîtrise de la masse salariale.

Sur une dotation annuelle de 315,1 milliards de FCFA, les dépenses de biens et services se sont établies à 139,6 milliards de FCFA au terme des douze mois de l'année 2018, soit un taux d'exécution de 44,3%. Ce titre est en baisse de 16,6% comparativement à 2017 suite à la diminution des dépenses des autres biens et services (-11,7%).

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont été exécutées, à hauteur de 219,4 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 84,6% de l'autorisation budgétaire. Elles ont baissé de 5,1% suite à la diminution des subventions (-44,8 milliards de FCFA), du soutien aux prix au carburant (-6,8 milliards de FCFA) et des ressources allouées au Fonds de sécurité/souveraineté (-176,6 millions de FCFA) malgré l'accroissement des autres transferts et interventions (+40,0 milliards de FCFA).

III.5.3.2 La charge de la dette

Arrêtées à 232,0 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2018, les dépenses relatives à la charge de la dette ont été exécutées à hauteur de 96,8% au terme de l'année. Comparativement à l'année précédente, elles ont augmenté de 2,5% à 224,5 milliards de FCFA du fait de l'accroissement du règlement des intérêts sur la dette intérieure (+15,3%) nonobstant la diminution du règlement de ceux liés à la dette extérieure (-4,8%).

III.5.3.3 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement exécutées ont augmenté de 86,6% soit 247,7 milliards de FCFA en 2018. Cette amélioration résulte de l'accroissement du financement sur ressources propres (+21,5%) et de la mobilisation des financements sur les ressources d'emprunt extérieures (+153,8%). Les dépenses en capital enregistrent ainsi un taux d'exécution de 70,2% par rapport au plafond arrêté dans la loi de finances rectificative 2018 ; ceci malgré le dépassement du montant prévisionnel des tirages sur financements extérieures (+57,2 milliards de FCFA).

III.5.3.4 Les autres dépenses

Les autres dépenses ont été exécutées à hauteur de 267,1 milliards de FCFA en 2018 contre 278,8 milliards de FCFA une année plus tôt. Leur diminution s'explique essentiellement par le repli conjoint des fonds alloués au Fonds d'Entretien Routier (FER) et au Fonds National pour le Développement du Sport (FNDS) malgré la consolidation du poste « Prêts nets y compris prise de participation ».

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	2018				Fin-Décembre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	18/17
Fonctionnement	315,4	274,9	241,5	213,3	1 131,4	1045,1	-7,6%
Salaires et traitements	199,7	166,3	163,2	171,8	732,8	701,0	-4,3%
Biens et services	51,9	50,5	28,4	8,8	167,4	139,6	-16,6%
Transferts et subventions	63,8	58,1	49,8	32,7	231,2	204,4	-11,6%
Investissements	16,0	41,6	110,6	79,6	132,7	247,7	86,6%
Ressources propres	4,8	30,8	21,4	24,9	67,4	81,9	21,5%
Finex	11,1	10,8	89,1	54,7	65,3	165,8	153,8%
Autres dépenses	85,7	80,1	62,6	38,8	278,8	267,1	-4,2%
Prêts nets y c prise de participation	37,7	39,7	12,5	1,1	78,9	91,0	15,4%
FER	0,5	1,3	0,3	0,8	20,0	2,9	-85,7%
CNAMGS	4,2	2,5	3,9	7,4	18,2	18,0	-0,9%
FNDS	2,0	1,4	2,1	2,3	15,1	7,7	-48,9%
Comptes spéciaux	41,2	35,2	43,9	27,2	146,7	147,5	0,5%
Total dépenses primaires	417,0	396,6	414,6	331,7	1 542,9	1559,9	1,1%
Intérêts sur la dette	26,3	89,1	33,8	75,4	219,0	224,5	2,5%
Total dépenses	443,3	485,7	448,4	407,0	1 762,0	1784,4	1,3%

Source : DGCPT

III.6. LA DETTE DE L'ETAT

Cette analyse de la dette publique s'articule principalement autour de trois (3) axes : le règlement, les tirages et le stock de la dette. A fin décembre 2018, la situation de la dette publique s'est caractérisée par une baisse des règlements et des décaissements et un accroissement du stock de la dette.

III.6.1 Le règlement de la dette

A fin décembre 2018, l'Etat gabonais a continué à honorer ses engagements. Le règlement cumulé de la dette publique s'est établi à 662,8 milliards de FCFA. Par rapport à la même période en 2017, le volume des règlements est en baisse de 19,8% suite au repli des paiements de la dette extérieure et intérieure.

Le règlement de la dette extérieure s'élève à 323,4 milliards de FCFA à fin décembre 2018, soit une baisse de 33,4% par rapport à la même période en 2017. Ce règlement a porté à la fois sur la dette commerciale, multilatérale, bilatérale et le marché financier. Il intègre le paiement d'arriérés à hauteur de 57,7 milliards de FCFA, dont 56,9 milliards au profit des créanciers commerciaux et 811,3 millions de FCFA pour les bilatéraux.

Le paiement de la dette intérieure à fin décembre s'est élevé à 299,7 milliards de FCFA, soit une régression de 2,6% par rapport à la même période en 2017. Cette évolution est consécutive au

décroissement du règlement sur l'ensemble des composantes à l'exception du poste marché financier régional et bancaire (respectivement 18,0% et 14,1% du montant global).

Evolution du règlement de la dette publique

En milliards de FCFA	2018				Fin décembre			Var 18/17
					Cumul		Poids	
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	2018	
Dette extérieure	73,3	87,7	102,7	59,8	485,4	323,4	51,9%	-33,4%
Multilatérale	9,1	11,2	23,5	4,5	51,0	48,3	7,76%	-5,2%
Bilatérale	6,9	22,5	27,7	8,9	83,7	66,0	10,6%	-21,2%
Commerciale	57,3	13,6	51,5	6,0	151,5	128,4	20,6%	-15,3%
Marché financier International		40,4		40,4	199,2	80,8	13,0%	-59,4%
Dette intérieure	40,5	103,7	70,9	81,7	291,7	299,4	48,1%	2,6%
Bancaire	23,5	18	17,6	28,8	64,6	87,8	14,1%	35,9%
Moratoires	7,2	29,9	26,9	28,6	133,1	92,6	14,9%	-30,4%
Divers	4,4		0,2	2,50	13,1	7,1	1,1%	-45,6%
Marché financier Régional	5,5	55,8	26,2	24,3	80,9	111,8	18,0%	38,2%
Total	113,8	191,4	173,6	141,5	777,1	622,8	100,0%	-19,8%

Source : DGD

III.6.2 L'évolution des tirages sur financements

De janvier à décembre 2018, l'Etat gabonais a bénéficié des décaissements sur emprunts extérieurs et intérieurs. Le montant total des décaissements s'est établi à 606,1 milliards de FCFA à fin décembre. Ce montant est en baisse 37,9% par rapport au niveau atteint à la même période une année plus tôt. Cette diminution résulte du repli des tirages sur financements extérieurs notamment auprès des partenaires multilatéraux et commerciaux.

Ces tirages ont essentiellement été effectués auprès des bailleurs de fonds multilatéraux (53,2% de l'enveloppe globale), bilatéraux (28,1% du montant total), et des commerciaux (0,4%). Les tirages auprès des bailleurs de fonds extérieurs ont représenté 81,7% de l'enveloppe globale. Ils proviennent d' Afremximbank, FMI, Export Import bank de Chine, l'Agence Française de Développement (AFD), la Banque Mondiale (BM), la BDEAC et la Société Générale.

Evolution des tirages sur financements

(En milliards de FCFA)	2018				Fin décembre			Var 18/17
					Cumul		Poids	
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	2018	
Extérieure	11,1	10,8	170,7	294,4	779,6	495,3	81,7%	-36,5%
Multilatéraux	6,2	9,4	58,7	248,2	595,3	322,5	53,2%	-45,8%
Bilatéraux	2,2	1,4	112,0	54,6	51,9	170,2	28,1%	227,9%
Commerciaux	2,7			2,7	19,9	2,7	0,4%	-86,4%
Marché financier international					112,5			-100,0%
Intérieure	7,5	31,5	42,4	29,9	196,9	110,7	18,4%	-43,8%
Banques commerciales					57,5			-100,0%
Marché financier régional	7,5	31,5	42,4	29,9	139,4	111,3	18,4%	-20,2%
Total	18,6	42,3	213,1	324,29	976,5	606,1	100,0%	-37,9%

Source : DGD

III.6.3 Le stock de la dette publique

A fin 2018, l'encours de la dette publique du Gabon a augmenté de 9,4% à 5259,7 milliards de FCFA. La hausse du stock de la dette publique (+452 milliards de FCFA) est imputable à l'accroissement de l'encours de la dette intérieure (+9,2%) et de la dette extérieure (+4,8%).

La hausse de la dette intérieure résulte principalement de l'augmentation de la dette moratoire et de celle du marché financier régional. L'accroissement de la dette extérieure (+11,6%) s'explique par un renforcement des engagements auprès des bailleurs bilatéraux, multilatéraux et marché financier international en dépit du repli des engagements auprès des bailleurs commerciaux et sur le marché financier international. A ces facteurs s'ajoute la progression de 4,7% du taux de change du dollar américain.

Ainsi, à fin décembre 2018, la structure du portefeuille de la dette publique est composée de 71,2% de la dette extérieure et de 28,8% de la dette intérieure contre 69,2% de la dette extérieure et 30,8% de la dette intérieure en 2017.

Evolution du stock de la dette publique

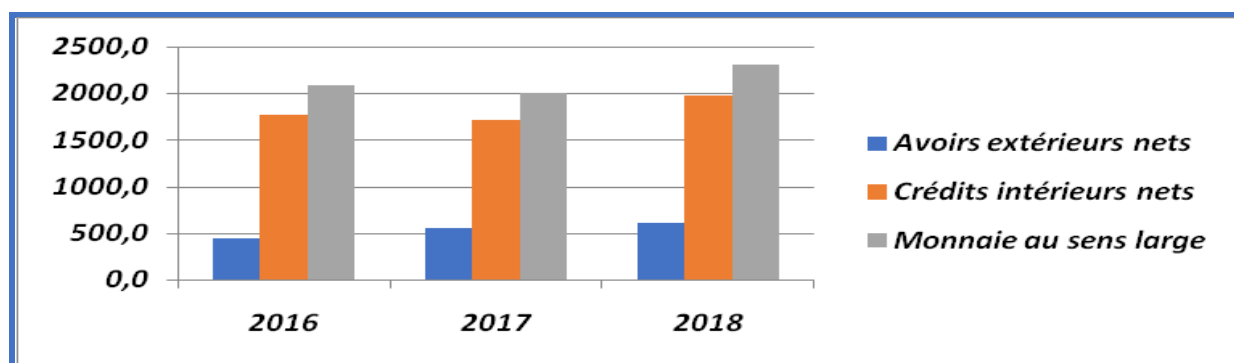
(En milliards de FCFA)	Fin décembre			Var 18/17
	Cumul		Poids	
	2017	2018	2018	
Dette extérieure	3355,8	3743,7	71,2%	11,6%
Multilatérale	913,5	1214,8	23,1%	33,0%
Bilatérale	678,9	804,6	15,3%	18,5%
Commerciale	566,5	471,4	9,0%	-16,8%
Marché financier International	1196,9	1252,8	23,8%	4,7%
Dette intérieure	1451,9	1516,1	28,8%	4,4%
Bancaire	826,4	772,4	14,7%	-6,5%
Moratoires	240,9	340,6	6,5%	41,4%
Divers	14	7,0	0,1%	-50,0%
Marché financier Régional	370,6	396,1	7,5%	6,9%
Total	4807,7	5259,7	100,0%	9,4%

Source :DGD

III.7 LA SITUATION MONETAIRE

A fin décembre 2018, la situation monétaire large est marquée par une hausse de la masse monétaire (+15,3%), des avoirs extérieurs nets (+9,4%) et du crédit intérieur net (+15,4%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



III.7.1. Les Principaux Agrégats Monétaires

III.7.1.1-La masse monétaire (M2)

Au quatrième trimestre 2018, la masse monétaire augmente de 15,3% à 2311,9 milliards de FCFA, corrélativement à la consolidation des avoirs extérieurs nets (+9,4%) et du crédit intérieur net (+15,4%).

L'analyse de ses composantes révèle une hausse concomitante des dépôts collectés (+14,9% à 1924,4 milliards de FCFA) et de la circulation fiduciaire (+17,8% à 387,5 milliards de FCFA).

La quasi-monnaie progresse de 12,8% à 785,7 milliards de FCFA à fin décembre 2018, traduisant une reconstitution de l'épargne des agents économiques, notamment les entreprises du secteur privé.

III.7.1.2- Les ressources extra-monétaires

Elles s'accroissent de 2,7% à 265 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2018, suite à l'amélioration des fonds propres de 6,9% à 401,4 milliards de FCFA.

III.7.2. Les Contreparties de la Masse Monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires se raffermissent de 13,9% à 2576,9 milliards de FCFA, consécutivement à l'appréciation des avoirs extérieurs nets (+9,4%) et du crédit intérieur (+15,4%).

III.7.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets se renforcent de 9,4% à 601,5 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2018, suite à la hausse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (+36,6% à 419,7 milliards de FCFA).

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2018				Quatrième trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Avoirs extérieurs nets	369,2	487,2	448,8	601,5	549,9	601,5	9,4%
Banque centrale	231,8	215,9	222,9	419,7	307,3	419,7	36,6%
Banques primaires	137,4	271,3	225,9	181,8	242,6	181,8	-25,1%

Source : Beac

De même, la situation du compte d'opérations s'améliore significativement de 66,8% à 640,1 milliards de FCFA, traduisant une reconstitution des réserves. Au vu de ce qui précède, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs gagne 20,3 points pour s'établir à 70,49% au quatrième trimestre 2018.

Evolution des réserves et du Taux de couverture extérieure de la monnaie

En milliards de FCFA	2018				Quatrième trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Compte d'opérations	321,7	325,3	410,1	640,1	383,7	640,1	66,8%
Taux de couverture extérieure de la monnaie	55,19%	56,45%	60,04%	70,49%	50,20%	70,49%	+ 20,29 pts

Source : Beac

III.7.2.2- Le crédit intérieur

Le crédit intérieur enregistre un relèvement de 15,4% à 1975,4 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2018, en rapport avec la consolidation des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie.

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2018				Quatrième trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Crédits intérieurs nets	1804,8	1907,7	2002,6	1712,5	1712,5	1975,4	15,4%
Créances nettes sur l'Etat	777,9	818,3	870,5	592,5	592,5	804,9	35,8%
Créances sur l'économie	1026,9	1089,4	1132,1	1120	1120	1170,5	4,5%

Source : Beac

• **Les créances sur l'économie**

Elles se confortent de 4,5% à 1170,5 milliards de FCFA à fin décembre 2018, consécutivement à l'appréciation des crédits accordés au secteur privé non financier, représentant 97% de l'encours des crédits.

- **Les créances nettes sur l'Etat**

Au quatrième trimestre 2018, la situation nette débitrice de l'Etat s'établit à 804,9 milliards contre 592,5 milliards de FCFA un an auparavant. Cette évolution traduit une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire. Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) se dégrade pour atteindre 845 milliards en décembre 2018 contre 658,9 milliards de FCFA l'année précédente.

III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur le relèvement du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), des autres taux directeurs et la reconduction du taux de rémunération des réserves obligatoires.

III.8.1- La Politique des Taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 31 octobre 2018 a décidé de relever le TIAO et les autres principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	3,5%
Taux Créiteur Minimum (TCM)	2,45%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%
Taux de pénalité aux banques	7,55%

De même, les facilités ont été fixées comme suit :

Facilité marginale de prêt	5,25%
Facilité de dépôts	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) et les Dépôts à Vue (DAV) ont été reconduits ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%

CONCLUSION

L'évolution des différents secteurs de l'économie gabonaise au cours de l'année 2018 montre une certaine amélioration des performances globales, liée principalement à la bonne tenue de la demande extérieure qui profite aux secteurs exportateurs.

En effet, grâce à la bonne tenue des cours des matières premières et à la robustesse de la demande sur le marché international, les activités hors pétrole tournées vers l'exportation ont enregistré de fortes progressions, en dehors de l'hévéa, plombé par le vieillissement des champs de SIAT Gabon. Même le pétrole, malgré la baisse du volume des exportations, enregistre une forte augmentation des recettes d'exportation grâce à l'effet prix.

Les activités comme les BTP et le commerce plus ou moins liées à la commande publique, ont continué de souffrir des difficultés d'exécution du budget de l'Etat, malgré l'accélération des tirages sur le financement extérieur.

Des décisions urgentes restent attendues concernant la résolution des difficultés rencontrées par certains opérateurs installés dans la Zone Economique à Régime Privilégié de Nkok, notamment ceux exerçant dans des filières autres que le bois scié, qui font face à de réels problèmes de compétitivité aussi bien sur le marché national qu'à l'exportation.

Concernant l'inflation, le rythme de progression des prix à la consommation reste préoccupant et nécessite à la fois un contrôle plus renforcé des prix pratiqués, et des mesures concrètes d'encouragement de l'offre dans des domaines comme l'habitat social, la pêche ou le transport urbain.

En dépit de ces difficultés, l'activité économique au Gabon a été un peu plus robuste en 2018, avec une croissance globale estimée à 0,8%, contre 0,5% en 2017. Cette amélioration résulte d'une progression de 2% de l'activité hors pétrole, malgré la baisse de 8,2% de la production de pétrole.

ANNEXE

Trimestre	oct-17	nov-17	déc-17	oct-18	nov-18	déc-18
	<i>en milliards de FCFA</i>					
Avoirs extérieurs nets	413,3	427,8	549,9	426,5	414,3	601,5
Banque centrale	278,2	243,9	307,3	232,5	254,7	419,7
Banques commerciales	135,1	183,9	242,6	194,0	159,6	181,8
Crédits intérieurs nets	1625,3	1697,8	1712,5	2017,7	2051,5	1975,4
Créances nettes sur l'Etat	517,9	589,0	592,5	886,8	926,2	804,9
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	<i>631,5</i>	<i>746,7</i>	<i>658,9</i>	<i>928,4</i>	<i>974,4</i>	<i>845,0</i>
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	<i>-113,6</i>	<i>-157,7</i>	<i>-66,4</i>	<i>-41,6</i>	<i>-48,2</i>	<i>-40,1</i>
Créances sur le reste de l'économie	1107,4	1108,8	1120,0	1130,9	1125,3	1170,5
Ressources = Contreparties	2038,6	2125,6	2262,4	2444,2	2465,8	2576,9
Monnaie au sens large	1878,1	1974,1	2004,5	2230,7	2261,7	2311,9
Circulation fiduciaire	301,7	381,5	329,0	371,7	375,6	387,5
Dépôts	1576,4	1592,6	1675,5	1859,1	1886,1	1924,4
<i>dont Quasi monnaie</i>	<i>672,9</i>	<i>727,7</i>	<i>696,6</i>	<i>736,4</i>	<i>793,2</i>	<i>785,7</i>
Ressources extra-monétaires	160,5	151,5	257,9	213,5	204,1	265,0
	<i>variation annuelle en %</i>					
Avoirs extérieurs nets	-49,2%	-53,4%	-60,1%	3,2%	-3,2%	9,4%
Crédits intérieurs nets	33,7%	29,5%	29,6%	24,1%	20,8%	15,4%
Créances nettes sur l'Etat	-	-	-	71,2%	57,2%	35,8%
Créances sur le reste de l'économie	-1,2%	-3,5%	-7,3%	2,1%	1,5%	4,5%
Ressources = Contreparties	-6,8%	-10,1%	-10,9%	19,9%	16,0%	13,9%
Monnaie au sens large	-8,5%	-11,2%	-7,9%	18,8%	14,6%	15,3%
Circulation fiduciaire	-2,0%	-4,9%	-5,5%	23,2%	-1,5%	17,8%
Dépôts	-9,7%	-12,4%	-8,4%	17,9%	18,4%	14,9%
Ressources extra-monétaires	11,1%	2,1%	41,7%	33,0%	34,7%	2,7%

Source : Beac

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. OTO'O NGOUA Lambert

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

M. IKAPI Eric

Chargés d'Etudes

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

M. ABOUROU EYA Lucien

M. ODOUMA Larick

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Mme. Julie Sandrine NTSAME

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET

Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU

Mme. ElzyYolène BOUYOU

Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU

M. Martial MBA BISSIGHE

M. Gildas Romaric MATANGOYE

M. Raphael MBA N'NANG

M. Albain MOKAMBO

M. Didier NKOGHE OBAME

M. EulogeBernadin LENGOUNGA

M. Brice YOUOMO

M. Noel MAGANGA

M. Georges Freddy MOUNANGA

M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Kevin BOUNGOUNGOU

M. Pierre Dieudonné THATY

Chargés d'Études

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGA

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA

M. Félicien Farlane NGANI

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

M. Aymard NGOUA ONA

Chargés d'Études

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA

Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU

Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède

M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE

M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA

M. Jean de Dieu MOUSSODOU

M. OBANDJI Guy Ulrich

M. Florent MANEMBE